

Counter

Réformer

Balance

la Banque européenne
d'Investissement



Le cauchemar de Conrad

Le plus grand barrage du monde
et le coeur des ténèbres du développement






Anders Lustgarten, Counter Balance

Table des matières

Préface	3
Introduction	
« A cette époque, il y avait pas mal d'espaces blancs sur la Terre »	5
1^{ère} partie	
Aux origines	6
2^{ème} partie	
Le cœur des ténèbres	10
Le projet	10
Une très, très, très longue ligne	10
« On s'occupe déjà de votre vie, attendez un peu ! »	13
Un mauvais jour pour un baptême	15
L'Attaque des Vautours	17
Station de lavage italienne et fièvre de cheval	18
3^{ème} partie	
Le nouvel impérialisme de l'énergie	19
4^{ème} partie	
Une fin (presque) heureuse ?	22
Annexe	
Développements récents	24
Remerciements	27


LEGENDE

Projets d'interconnexion

	Axe Nord
	Axe Nord (Variante)
	Axe sud (corridor Est)
	Axe sud (projet WESTCOR)
	Axe Ouest

INGA

Counter

 Réformer
Balance la Banque européenne
 d'Investissement

Auteur: Anders Lustgarten, Counter Balance

Contact: anders@bankwatch.org

Traduction français: Bruxelles, janvier 2012

Préface

Dans le livre *'De witte olifanten'* (Les éléphants blancs), du journaliste Douglas De Coninck (1996), le barrage d'Inga est décrit comme « le père de tous les éléphants blancs ».

À la fin de l'année 2009, Anders Lustgarten s'est rendu au Bas Congo pour le compte de la coalition d'ONG Counter Balance. Dans cette province la plus occidentale de la République démocratique du Congo (RDC), il s'est intéressé au sort de ce père de tous les éléphants blancs. Dans ce dossier, vous pourrez lire un condensé de ce qu'il a vu durant ce voyage.

Cette fois, Anders Lustgarten a décidé de ne pas ajouter un énième rapport de mission aride sur la pile des rapports dont la lecture serait réservée à quelques personnes averties. Il souhaitait avant tout raconter une histoire, un peu dans la tradition congolaise. Il pouvait ainsi partager ses découvertes et ses impressions avec le lecteur et espérait toucher un plus large public.

Selon nous, il a parfaitement atteint son objectif : il en a fait un document qui se lit aisément, à la fois intéressant et informatif.

Dans la mesure où les choses ne bougent pas très vite en RDC, le fait que sa visite dans la région date quelque peu n'entache en rien la pertinence de son récit. Le principal changement qui soit intervenu depuis lors est la grande opération d'allègement de la dette d'un montant de 12,1 milliards de dollars qui a été clôturée par les créanciers bilatéraux et multilatéraux en juillet 2010. Mais cela ne signifie pas que la RDC n'a plus de dette, loin s'en faut.

Nous suivons le dossier du barrage d'Inga depuis un moment déjà. Les discussions abordent de nombreux thèmes qui nous occupent en notre qualité d'organisations oeuvrant pour le développement et la transition vers des sociétés soutenables : privatisation, libéralisation, endettement, fonds vautours, énergie et politique énergétique de la Banque mondiale (BM) et de la Banque européenne d'investissement (BEI), changement climatique, suivi et analyse des positions des gouvernements européens au sein des Institutions financières internationales (IFI)

Les IFI, Banque mondiale en tête, jouent un rôle de taille dans ce dossier. Non seulement par leur apport financier, mais aussi par leur fonction de signal à l'égard des investisseurs privés qui sont *in fine* supposés porter le projet.

Le projet du Grand Inga concerne avant tout l'approvisionnement d'énergie, de sorte qu'il revêt

une importance à la fois vitale et géopolitique. Surtout quand on sait que dans son ensemble, le projet Inga représente deux fois la capacité du barrage des Trois Gorges en Chine et qu'il existe des plans d'exportation de cette électricité vers le reste de l'Afrique et même (surtout ?) vers l'Europe. En effet, l'Union Européenne est terrifiée à l'idée de manquer d'énergie d'autant plus que sa consommation ne cesse d'augmenter à mesure que sa production diminue. Désormais inscrite dans le traité de Lisbonne, « la politique de l'Union dans le domaine de l'énergie vis la sécurité de l'approvisionnement énergétique¹ ». L'une des priorités de cette nouvelle stratégie énergétique, étroitement liée aux objectifs de la politique étrangère et de sécurité de l'UE, est de « renforcer la dimension extérieure du marché de l'énergie de l'UE² ». En d'autres termes : mettre tout en oeuvre afin que l'UE ne se retrouve pas en situation de pénurie énergétique et s'assurer pour se faire que les projets d'infrastructures stratégiques dans les pays tiers (tel que le présent barrage du Grand Inga en RDC) soient mis en oeuvre, le plus souvent au nom des visées louables du « développement », de l'éradication de la pauvreté et/ou du développement durable.

Ainsi, selon la Banque mondiale, ce projet pourrait fournir de l'énergie à 500 des 900 millions d'Africains. La question clé consiste à savoir si la population locale profitera jamais d'un tel projet. L'auteur de ce rapport émet en tout cas de sérieuses doutes.

Quelqu'un fit un jour remarquer que le projet de l'Inga devait être comparé au monstre du Loch Ness plutôt qu'à un éléphant blanc. Des plans d'extension de ce barrage remontent en effet régulièrement à la surface pour disparaître à nouveau pendant un moment. Mais depuis un moment, les plans de l'Inga III commencent à prendre forme plus sérieusement. Des réunions sont régulièrement organisées à l'intention des investisseurs potentiels, le président de la Banque mondiale s'est rendu sur le site...

Le barrage d'Inga joue un rôle clé, tant dans le programme de lutte contre la pauvreté établi en collaboration avec la Banque mondiale que dans la politique énergétique nationale des autorités. L'objectif d'approvisionnement de 60% de la population congolaise en électricité d'ici 2025, contre 7% actuellement, s'appuie principalement

1 Article 194 du Traité de Lisbonne

2 Commission Européenne, Energie 2020 Stratégie pour une énergie compétitive, durable et sûre, 2011, p.7

sur Inga. Si personne ne sait si le Grand Inga, qui selon les estimations nécessiterait un investissement de 100 milliards de dollars, verra jamais le jour, ce projet reste extrêmement attrayant en raison des perspectives qu'il offre en matière d'approvisionnement d'énergie. Reste à savoir si la population congolaise moyenne profitera d'un tel investissement.

Les raisons ne manquaient donc pas de proposer ce rapport en français. Si certains d'entre nous peuvent exprimer des réserves quant à certains propos de l'auteur, il n'en demeure pas moins qu'il soulève de nombreuses questions extrêmement pertinentes lorsque l'on évoque des projets de ce type.

Nous espérons que la publication de ce dossier permettra d'amorcer une discussion plus large sur le sens et le non-sens des projets qui entourent le Grand Inga. D'autant plus qu'il y a de grandes chances pour que les autorités et administrations européennes ainsi que les parlementaires soient confrontés à la problématique du Grand Inga et que nos pays devront se prononcer sur cette question.

- CNCD-11.11.11 - Belgique
- 11.11.11- Coalition du mouvement Nord-Sud en Flandres- Belgique
- CADTM - Belgique
- Les Amis de la Terre - France
- Counter Balance - Bruxelles



Counter

Réformer

Balance

la Banque européenne d'Investissement



Introduction

A cette époque, il y avait pas mal d'espaces blancs sur la terre et quand j'en apercevais un sur la carte qui avait l'air particulièrement attrayant (mais ils ont tous cet air là !) je posais le doigt dessus et disais : « Quand je serai grand, j'irai là ». Le pôle Nord fut l'un de ces blancs... D'autres blancs étaient dispersés autour de l'Equateur et par toutes sortes de latitudes sur les deux hémisphères... Je suis allé voir certains d'entre eux, et..., - mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Il y en avait un cependant, le plus grand, le plus « blanc » si j'ose dire qui entre tous m'attirait¹.

Ceci n'est pas un « rapport de mission » ou une analyse de projet : il n'y a ni synthèse ni recommandations. C'est une histoire. Et comme toutes les histoires, il est préférable de la lire d'une traite, du début jusqu'à la fin.

C'est l'histoire de ce qui pourrait bien être le plus grand barrage du monde : un mégalithe de 80 milliards de dollars et de 40.000 mégawatts (MW) en République démocratique du Congo appelé le Grand Inga. C'est aussi l'histoire des excentricités qui entourent ce projet, notamment les 6.000 km de lignes électriques à construire à travers la forêt tropicale, le désert du Sahara, le Darfour, l'Egypte et la Méditerranée pour acheminer l'électricité à destination non pas des populations africaines pauvres mais des riches consommateurs européens. C'est enfin le récit d'un étrange complot, mettant en scène une galerie de personnages incongrus – des officiers congolais ayant une passion pour le baptême, de pauvres villageois vivant à trente dans une pièce, des mécaniciens italiens et des présidents de la Banque mondiale.

Mais l'histoire revêt une autre facette : celle de la rhétorique et de la justification. Si le barrage du Grand Inga est construit par des conglomerats occidentaux, comme le sont les grands pipelines ou les mines à ciel ouvert dans les pays pauvres, il sera payé non seulement par l'endettement des pays pauvres mais également au moyen d'une quantité considérable de devises prélevées auprès des contribuables occidentaux. Sous l'hospice du « développement », des institutions financées sur fonds publics, comme la Banque mondiale (BM) et la Banque européenne d'Investissement (BEI), injectent chaque année des milliards de dollars dans des projets prétendument destinés à accroître la croissance économique et à réduire la pauvreté dans l'hémisphère sud.

Pour diverses raisons, dont nombre d'entre elles concernent le barrage du Grand Inga, la majorité de ces investissements contribue *in fine* à maintenir les pays pauvres dans leur statut de fournisseur de matières premières bon marché aux pays développés et ainsi, dans un état permanent de pauvreté et de dénuement.

Ce qui motive réellement la construction du Grand Inga (hormis la perspective de profits massifs pour les entreprises), c'est la peur des dirigeants de l'Union Européenne de manquer d'énergie. Le projet s'intègre dans un ensemble colossal de pipelines et de gazoducs, de panneaux solaires et de lignes haute tension, dont le coût total s'élève à des centaines de milliards de dollars, que l'Union européenne cherche à construire en Afrique, en Asie centrale et dans le Caucase afin d'assurer l'approvisionnement en énergie de son territoire. L'ensemble de ces projets, quasi méconnu du grand public et peu débattu par les responsables politiques, aura pourtant des implications majeures aux plans géopolitique et environnemental au XXI^{ème} siècle. Mais cet objectif ne permet pas de justifier le projet, ni la levée des fonds requis. Il devient alors nécessaire d'invoquer les idéaux de « l'électrification de l'Afrique » et de « la réduction de la pauvreté », ceux-ci ayant pourtant, comme nous le verrons, peu de chance d'être réalisés dans le cadre du projet.

Le projet du Grand Inga s'accorde pleinement avec la longue et glorieuse histoire du travestissement des intérêts occidentaux en œuvres de bienfaisance, que Joseph Conrad a décrite avec tant d'acuité dans « Le cœur des ténèbres ». Cet ouvrage basé sur ses expériences alors qu'il naviguait le long du fleuve Congo (site du Grand Inga) retrace les incongruités et hypocrisies auxquelles il a été confronté alors qu'il travaillait pour une entreprise commerciale soucieuse de « développer » le cœur de l'Afrique. En ce sens, ce business du développement nous semble être, au XXI^{ème} siècle, le descendant direct du colonialisme du XIX^{ème} siècle. Derrière une rhétorique d'objectifs grandioses et éclairés, qui convainc beaucoup de ses partisans qu'ils contribuent à rendre le monde meilleur, ce « développement » est en réalité central pour maintenir notre niveau de vie artificiellement élevé. Ce discours est également crucial afin que nous ne nous percevions, non pas comme exploités des pays pauvres, mais au contraire empreints d'humanité et de la volonté *d'aider* : comme des individus tentant de rendre le monde meilleur. Une question demeure : meilleur pour qui ?

¹ Joseph Conrad, *Au cœur des ténèbres*, Gallimard, 1948, p.90

Aux origines

Il est vrai qu'au moment dont je vous parle, ce n'était plus un vrai blanc. Depuis mon enfance, il s'était garni de rivières, de lacs, de noms. Il avait cessé d'être un espace vide rempli de délicieux mystères, l'endroit vierge à faire glorieusement rêver un enfant. C'était devenu une région de ténèbres. Il y avait là notamment un fleuve, un énorme fleuve qu'on distinguait sur la carte, pareil à un immense serpent déroulé, la tête dans la mer, son corps au repos s'étendant au loin au travers d'une vaste contrée, la queue perdue dans les profondeurs de l'intérieur. Et tandis que j'en contemplais la carte à une devanture, il fascinait comme un serpent le ferait d'un oiseau, un pauvre oiseau sans cervelle¹.

Comme dans toutes les meilleures histoires, le mythe du Grand Inga commence par « il était une fois, il y a bien longtemps ». Le site du Grand Inga se trouve sur le fleuve Congo, près de Matadi, dans la province du Bas-Congo au sud-ouest de la République Démocratique du Congo (RDC), où Conrad et son narrateur Marlow entamèrent un périple pour rassembler des embarcations destinées à la longue remontée du fleuve. Sur la route dominant Matadi, au milieu des collines broussailluses, brunes et brûlées se trouve une plaque commémorant la construction par l'explorateur britannique Henry Morton Stanley de la première liaison ferrée vers Kinshasa (anciennement Léopoldville), qui « permit au Congo de s'ouvrir à la civilisation ».

On peut dire à coup sûr que, d'un point de vue africain, « l'ouverture à la civilisation » de cette région ne fut pas un grand succès. L'actuelle République Démocratique du Congo (RDC) est l'une des dernières régions d'Afrique à être passée sous le joug colonial occidental. Outre l'or, les diamants, le caoutchouc et les esclaves, le Roi Léopold II de Belgique s'aventura dans la région récemment « ouverte » par Stanley, car « il n'y avait pas d'unique Etat tout-puissant à soumettre... En effet, des siècles de raids menés par des chasseurs d'esclaves provenant à la fois des côtes est et ouest-africaines avaient affaibli la plupart des royaumes locaux... Il y avait plus de deux cents groupes ethniques parlant plus de quatre cents langues et dialectes. Avec une opposition potentielle aussi fragmentée, la conquête s'annonçait aisée ».²

1 Joseph Conrad, *Au cœur des ténèbres*, Gallimard, 1948, p.90-91

2 Adam Hochschild, *King Leopold's Ghost : A Story of Greed, Terror and Heroism in Colonial Africa*, [London, McMillan], 1999, p.62

Conrad dénomma ce qui suivit comme « *la plus vile course au pillage qui ait jamais défigurée l'histoire de la conscience humaine*³ ». La spécialiste de l'Afrique Michela Wrong le décrit comme « *le système colonial le plus brutal jamais exercé sur un continent qui eut plus que sa part de régimes oppressifs* ». Roger Casement, le diplomate britannique, exécuté plus tard pour trahison en raison de sa sympathie pour l'indépendance irlandaise, était en poste au Congo à cette époque (il était l'un des seuls hommes blancs qui ne rebutait pas Conrad). Casement rédigea un memorandum pour le Secrétaire aux Affaires étrangères, soulignant « *l'exploitation ignominieusement brutale dont étaient victimes les Noirs congolais* » :

*Ils étaient contraints de travailler sans salaire, pratiquement sans être nourris, souvent enchaînés les uns aux autres, à un rythme forcené, de l'aube au crépuscule et jusqu'au moment où ils tombaient à proprement parler de tout leur long et mouraient sur place d'épuisement. (...) Des révélations de Casement, il ressortait, sans nul doute possible, que des centaines de milliers de travailleurs esclaves trouvaient chaque année la mort sous les mauvais traitements de leurs gardiens blancs et que les mutilations en tout genre, en particulier l'amputation des mains et des pieds, ainsi que les exécutions sommaires, faisaient partie des punitions appliquées quotidiennement au Congo pour le maintien de la discipline.*⁵

« *Il est saisissant* », note Wrong, « *de constater qu'environ un siècle avant que les amputations pratiquées par les forces rebelles de Sierra Leone ne fassent frissonner l'Occident – renforçant ainsi les stéréotypes sur la barbarie africaine – une force dirigée par des blancs et commandée par des Européens avait déjà perfectionné l'art de la mutilation humaine* ». Hormis ces mutilations, Wrong livre deux estimations du nombre de personnes tuées pendant la colonisation du Congo, l'une atteignant 10 millions, l'autre 13 millions.⁶

L'idéologie sur laquelle repose cette « exploitation sans pitié » est peut-être encore plus frap-

3 Joseph Conrad, *Last Essays*, p.17, in *Dent's Collected Edition of the Works of Joseph Conrad*, 1946

4 Michela Wrong, *In the Footsteps of Mr Kurtz*, [London : Fourth Estate], 2000, p.39

5 W.G. Sebald, *The Rings of Saturn*, [London: Harvill] p.127. Ceci fait écho à la description que fait Conrad du Bosquet de la Mort dans l'ouvrage «Au cœur des ténèbres», où les esclaves épuisés rampaient pour mourir : « *La noire ossature était étendue de toute sa longueur, l'épaule contre un arbre ; avec lenteur, les paupières se soulevèrent, les yeux creux me considérèrent, énormes et vides, il y eut une sorte de clignotement aveuglé dans la profondeur des orbites, elle s'éteignit peu à peu* ». (p.112)

6 Wrong, p.45

pante. Léopold a passé l'essentiel de sa vie à tenter d'acquérir une colonie ; après l'échec de ses efforts directs pour grappiller « un morceau du magnifique gâteau africain », il entreprit l'acquisition du Congo « plus subtilement ». Son « Etat libre du Congo » fut initialement constitué en tant qu'« Association internationale du Congo » : « elle a été formée dans le noble but de rendre des services durables et désintéressés à la cause du progrès », comme Léopold lui-même l'exprima dans un texte publié dans le *Times*. Un notable européen acquis à la cause de Léopold décrivit ce plan comme « le plus grand travail humanitaire de tous les temps ». ⁷

En donnant à sa spoliation de terres une teinte humanitaire, Léopold jouait habilement avec la philosophie qui prévalait alors. Le colonialisme en plein essor à la fin du XIX^{ème} siècle était justifié de diverses manières par ses partisans : l'apport aux Africains des bénéfices du libre échange (bien que Léopold recourut au jugement d'un professeur d'Oxford pour réclamer les pouvoirs d'Etats souverains pour ses sociétés privées, ce qui poussa les chefs locaux à signer des « traités » donnant à Léopold le monopole du commerce dans toute la région) ; l'apport de la « civilisation » au « Continent noir » ; et par-dessus tout, l'abolition de la traite des esclaves.

Le fait que les nations « civilisées » aient été responsables du commerce d'esclaves, et ce pendant près de 400 ans, ne les empêcha pas de se revendiquer ensuite anti-esclavagistes. ⁸ Cette posture vertueuse fut facilitée par l'existence de « négriers arabes » : des musulmans d'Afrique de l'Est parlant swahili vendaient des esclaves à Zanzibar et dans la péninsule arabique, mais de façon moins prolifique que les marchands occidentaux qui emmenèrent des millions d'esclaves vers le Nouveau Monde. Les livres de Stanley sont remplis de dénonciations enflammées des misères causées par le commerce arabe des esclaves (« Ils ont effectué des raids de long en large dans une région plus vaste que l'Irlande, y apportant le feu et s'y répandant en carnages par le plomb et le fer »), généreusement entrecoupées, apparemment sans ironie, de comptes-rendus de tueries d'indigènes (« Nous vîmes que nous étions suivis par plusieurs pirogues ; dans certaines d'entre elles, des lances s'agitaient dans notre direction... J'ouvris le feu sur elles avec ma Winchester. Six coups et quatre morts suffirent pour calmer la plaisanterie ». ⁹).

D'avantage encore que dans la plupart des Etats d'origine coloniale, le Congo naquit dans un extraordinaire bain de sang, d'avarice et d'hypocrisie. Il subsiste toujours une forte tendance parmi les conservateurs, incarnée par le bestseller *Empire* de Niall Ferguson, à mettre en avant l'hé-

ritage bénéfique – technique, social et institutionnel – laissé par les puissances impériales à leurs colonies. ¹⁰ L'une des idées les plus intéressantes de Wrong est que cet héritage fonctionne également dans le sens inverse : la violence, le pillage et les égoïsmes à travers lesquels le Congo fut formé ont déterminé toute son histoire ultérieure ; il existe « un lien causal entre le régime d'exploitation de la Belgique et les excès du régime de Mobutu ».

Joseph Désiré Mobutu, chef absolu – pendant plus de trente ans – du pays qu'il renomma Zaïre, mieux connu sous le nom de Mobutu Sese Seko, est aujourd'hui synonyme de « la cleptocratie africaine », celle-là même qui conduit les spécialistes internationaux du développement à hocher la tête et à échanger des soupirs remplis de sous-entendus. Sa brutalité et ses excès – ses nombreuses villas en France et ses comptes bancaires en Suisse, son Concorde prêt à emmener sa femme à Paris, si l'envie lui venait de faire du shopping, son palais d'une laideur incroyable et d'un coût exorbitant surnommé le 'Versailles de la jungle', construit au cœur de la forêt tropicale et désormais envahi par les singes – sont désormais bien connus. Cependant, c'est le soutien matériel et politique sans faille de l'Occident, qui a rendu possible le pouvoir absolu de Mobutu et lui a permis d'assouvir ses plaisirs immodérés.

Porté au pouvoir par la CIA (qui lui offrit 150 millions de dollars durant la seule première décennie de son règne) après l'assassinat de son prédécesseur, Patrice Lumumba, Mobutu a été maintenu en place pendant des décennies au nom de la croyance occidentale qu'il constituait un rempart indispensable à l'expansion soviétique en Afrique durant la Guerre froide. En dépit de tous les rapports dénonçant les assassinats d'opposants politiques, le pillage personnel des biens de l'Etat, la chute précipitée du niveau de vie et de la productivité économique, la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International ont continué à fournir des milliards de dollars à Mobutu pour s'assurer de sa coopération politique, ainsi que pour obtenir de précieuses ressources et des contrats pour les sociétés occidentales. ¹¹

De nos jours, la RDC, bien qu'ayant intégré l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés, affiche une dette extérieure d'environ 14 milliards de dollars (à laquelle s'ajoutent 9 milliards de dollars dus

7 Hotschild, pp.66, 80, 46

8 Bien que la Grande-Bretagne ait joué un rôle central dans le commerce d'esclaves depuis des siècles, le Mémorial Albert à Londres, construit en 1872, représente (selon son manuel original) une femme blanche « instruisant un représentant des races non-civilisées » et « les chaînes brisées à ses pieds font référence à la part prise par la Grande-Bretagne dans l'émancipation des esclaves », Hotschild, p.28

9 Henry Morton Stanley, *The Congo and the Founding of Its Free State* (New York : Harper and Brothers, 1885; *The Exploration Diaries of H. M. Stanley*, (New York: Vanguard), 1961, p.125

10 Niall Ferguson, *Empire: How Britain Made the Modern World* (London: Pinguin), 2004. Il existe aussi une tendance conservatrice corrélative à se fâcher quand ces "bénéfices" ne sont pas suffisamment reconnus. Comme l'a dit Jean Stengers, un professeur belge à la retraite, « Il existe un sentiment profond que des choses magnifiques furent données aux Congolais et que nous en fûmes récompensés par une immense ingratitude ».

11 Lors d'un épisode classique, Mobutu, se sentant acculé par les exigences de remboursement, décida de ne plus accepter le moindre argent du FMI. Dans une scène qui n'est pas sans rappeler le récent triomphe de la Banque mondiale dans le dossier du pipeline Tchad-Cameroun (où le président tchadien acheta des armes avec les revenus du pétrole étiquetés 'développement' et jeta la Banque mondiale hors du Tchad uniquement pour que celle-ci revienne en rampant), le FMI passa des mois à supplier Mobutu d'accepter davantage de son argent. Il ne daigna le faire qu'après qu'un appel personnel de Jacques Chirac ait sauvé la mise du « développement ».



© European Investment Bank

à la Chine, à rembourser sous forme de concessions minières). C'est plus que le PIB total de la RDC pour 2009¹² et près de quatre fois le seuil de viabilité de la dette dans des pays avec institutions faibles.¹³

L'écrasante majorité de la dette du pays a été accumulée par un seul homme : les emprunts contractés pendant le régime Mobutu ne furent ni avalisés, ni enregistrés par une quelconque institution étatique ; ils étaient signés par Mobutu en personne. Comme ce dernier l'a dit : « *Quoi que je dise est la loi. Littéralement la loi. C'est un fait dans ce pays. Tout me regarde.* »¹⁴

La RDC est un cas d'école de dette « odieuse » ou illégitime, accumulée par un régime kleptocratique sous les auspices d'institutions internationales de développement qui étaient pleinement conscientes du fait que cet argent ne servirait jamais financer le développement et n'atteindrait même pas l'économie réelle.

Cette dette est désormais remboursée au goutte à goutte par les citoyens d'un pays classé 176^e sur 182 dans l'Indice de développement humain des Nations Unies, et dont le PIB par habitant est aujourd'hui inférieur en termes réels à ce qu'il était au moment de l'indépendance en 1960.¹⁵

Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS-WHO), pour chaque dollar dépensé en soins de santé en RDC, 4 dollars sont affectés au service de la dette. Même la perspective d'annulation de la dette est utilisée comme un levier pour faire pression sur les autorités congolaises :

12 11,588 milliards de dollars. Banque mondiale, Indicateurs du Développement mondial, octobre 2009.

13 Africa Action, *Illegitimate Debt After Decades of Turmoil: The Case of the Democratic Republic of Congo*, 2007, www.africaaction.org/debt; interview avec Victor Nzuzi, CADTM, 16/07/09; Eurodad, *Debt in the Downturn*, Oct 1, 2009, www.eurodad.org/whatsnew/reports.aspx?id=3844

14 Afrodad, 'The loan contraction Process in Africa : The Case of the Democratic Republic of Congo' (2009), p.10; Crawford Young and Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, (Madison: University of Wisconsin), 1985, p.387

15 Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD-UNDP), *Indice de Développement humain 2009* : http://hdrstats.undp.org/en/countries/country_fact_sheets/cy_fs_COD.html

la décision d'un bailleur d'annuler la majorité des 12 milliards de dollars de dette a été retardée jusqu'en mars 2010, à la condition que la RDC revienne sur son accord avec la Chine et cède plutôt ses minerais à l'Occident.

La République démocratique du Congo est donc un pays dont le peuple n'a jamais eu un Etat digne de ce nom, un pays littéralement éclaté entre jungles et royaumes tribaux, passé d'une forme d'exploitation à une autre depuis sa création. Aujourd'hui, des sociétés privées, des banques de développement et des gouvernements occidentaux sont de retour, prêchant un discours apparemment différent, ne parlant plus cette fois de « l'esprit des Lumières » mais de « développement ». Certains d'entre eux sont en RDC pour les mines du sud où abondent le cuivre et le coltan, mais la plupart sont attirés par les ressources qu'offre le fleuve.

Le fleuve Congo (appelé localement le Nzadi, « le fleuve qui avale toutes les rivières », dont Mobutu tira l'appellation Zaïre), « l'immense serpent déroulé » de Conrad déverse 39 600 m³ d'eau à la seconde dans la mer, à un débit si puissant qu'il a sculpté un canyon long de quelques 160 km et atteignant à certains endroits une profondeur de 1200 m. Il traverse l'équateur, de sorte que certaines sections se trouvent en permanence en saison des pluies et que son niveau fluctue rarement. Depuis le haut plateau en RDC centrale, le niveau du fleuve chute de 300m sur une longueur de 350 km. « Au cours de cette descente tumultueuse, la rivière se rétrécit entre d'étroites gorges, connaît des vagues de 12 mètres de haut et dégingole le long de 32 chutes. La hauteur de ces chutes et le volume d'eau sont si élevés que ces 350 km représentent un potentiel hydroélectrique aussi important que tous les fleuves et lacs des Etats-Unis réunis. « *Stanley, qui échoua pendant des mois à naviguer sur les rapides et perdit plusieurs de ses hommes lors de ses tentatives, décrivit ce fleuve comme 'une bande de mer soulevée par un ouragan'* ».¹⁶

Il semblerait donc logique, étant donné que seuls 5 à 7 % du peuple congolais a accès à

16 Hochschild, p.17, 55

l'électricité, d'utiliser cette immense source potentielle d'énergie hydraulique. Alors que les grands barrages affichent des résultats catastrophiques au niveau environnemental et économique, le débit du Congo est si puissant qu'il suggère (à tort) que l'on peut exploiter son énergie sans causer de dommages majeurs à l'écosystème.¹⁷ Et qui contesterait les droits des Africains de développer leurs ressources ? Quiconque le ferait, risquerait de se faire accuser de néo-impérialisme, comme je l'ai découvert en émettant des doutes au sujet du Grand Inga au cours d'une conférence à Bonn en 2008 : l'ex-président du Botswana, Festus Mogae, a consacré l'intégralité de ses remarques finales à m'attaquer (poliment) pour ce qu'il considérait comme une tentative d'empêcher l'Afrique de se développer.

Avec tout le respect dû à l'honorable président, il s'est mépris sur mes propos. Le problème n'est pas que les Africains ou quiconque d'autre soient habilités ou pas à utiliser leurs ressources ; mais réside bien dans les conditions de leur mise en valeur : Qui paie pour cela ? Qui en bénéficie ? Que se cache-t-il réellement derrière la rhétorique ? En d'autres mots, *de quel développement parle-t-on ? du nôtre ou du leur ?* Le motif de ce bref aperçu historique du Congo est de montrer que nous sommes là depuis longtemps : des organisations occidentales ont avidement extrait les matières premières congolaises depuis des siècles au nom d'une « coopération bienveillante ». La question est : qu'est-ce qui a réellement changé depuis lors ?

Naturellement, personne ne dirait aujourd'hui, comme Cecil Rhodes, « *J'annexerais la planète si je le pouvais !* ». Le discours est désormais plus subtil mais il conserve des similarités frappantes : plus de cent ans après, l'Occident présente toujours le libre échange comme un antidote à la pauvreté alors que la libéralisation du commerce a coûté 272 milliards de dollars à l'Afrique durant les 25 années précédant 2006.¹⁸ Si nous remplaçons le terme « esclavage » dans les exhortations victorienne à l'intervention humanitaire par celui de « lutte contre la pauvreté », en quoi sommes-nous réellement différents d'eux ? Et que sont les Chinois sinon ces diables de « commerçants arabes d'esclaves » d'aujourd'hui, dont les prétendus excès doivent être combattus par un Occident plus bienveillant et moins exploiteur ?

17 Il serait extrêmement naïf de prendre ces suggestions pour argent comptant. En effet, Le fleuve Congo abrite la deuxième réserve mondiale en termes de diversité de poissons. Or, les grands barrages ont toujours été pointés du doigt pour leur impact dans l'élimination massive d'espèces de poissons. De plus, comme Kate B. Showers l'a écrit : « *Le Congo – et son influence – ne s'arrêtent pas à son embouchure maritime... (Il) sert de conduit majeur pour les minéraux terrestres et le carbone vers la mer profonde. A la surface, l'écume du fleuve a été détectée jusqu'à 800 km en mer. L'accumulation de données marines, démontre l'importance du fleuve Congo sur l'Atlantique équatorial, qui, à son tour, occupe a un rôle central dans beaucoup de modèles du changement climatique* ». Kate B. Showers, « Congo River's Grand Inga Hydroelectric Scheme : Linking Environmental History, Policy and Impact », *Water History* 1(1), July/August 2009

18 Patrick Bond, *Looting Africa : The Economics of Exploitation*, (London : Zed Books), 2006, p.159

« Développement » est un mot bien plus sympathique et phonétiquement plus adapté aux oreilles du XXI^{ème} siècle que « l'apport de l'esprit des Lumières ». Qui se méfierait instinctivement de l'idée d'« aide » ou de « *faire de la pauvreté de l'histoire ancienne* » ?²⁰ Comme le relève Sarah Bracking dans sa critique acerbe du « jeu du développement », *Money and Power*, « Les processus d'économie politique qui ont créé la pauvreté d'aujourd'hui ne l'ont pas fait sans efforts dans le domaine de « l'aide au développement » ; mais *en dépit d'elle, en même temps qu'elle*, et avec le soutien systématique des institutions financières de développement (...). La finance du développement construit un processus dans lequel, de façon contre-intuitive, la pauvreté n'est pas réduite mais intégrée et (re)produite ».²¹

19 Référence à la Campagne « Make Poverty History » lancée au moment du G8 de Gleanegles.

20 La plupart des objections actuelles envers le « développement » et « l'aide » viennent en réalité de la droite : il s'agit soit d'un racisme à peine voilé derrière le souci de lutter contre la 'corruption', soit plus sérieusement, des théories d'idéologues du marché comme Dambisa Moyo (présentée comme une authentique voix africaine alors qu'elle a été éduquée à Harvard et Oxford puis employée par la Banque mondiale et Goldman Sachs), visant une pénétration encore plus importante du Capital dans les économies pauvres. Moyo appartient à une longue tradition d'anciens membres de la Banque mondiale et du FMI, capables de voir l'échec de leur système pour aider les pays en développement à réellement se « développer », mais tellement empêtrés dans l'idéologie du capitalisme et du marché libre que la seule solution qu'ils sont capables d'offrir consiste à préconiser encore plus ces faux remèdes qui ont aggravé la pauvreté : libéralisation, dérégulation et privatisation, la sainte trinité néolibérale. En ce sens, cela fait étrangement écho avec les protestations victorienne contre le commerce d'esclaves de la part des personnes mêmes qui furent les plus responsables de la traite. Dambisa Moyo, *Dead Aid : Why Aid is Not Working*, (London : Allen Lane), 2009.

21 Sarah Bracking, *Money and Power : Great Predators in the Political Economy of Development*, (London : Pluto Press), 2009, pp.xii-xiv

Le cœur des ténèbres

*« Il commençait par déclarer que, nous autres blancs, au point de développement où nous sommes parvenus, 'nous devons nécessairement leur apparaître (aux sauvages) sous la figure d'êtres surnaturels, - nous les approchons avec l'appareil d'une force quasi divine... Par le simple exercice de notre volonté, nous pouvons mettre au service du bien une puissance presque illimitée', etc., etc. C'est de là que, prenant son essor, il m'entraîna à sa suite. La péroraison était magnifique... J'y retrouvais le prestige sans limite de l'éloquence, des mots, de nobles mots enflammés ».*¹

*« L'action que nous menons face aux défis mondiaux prend des formes qui consistent à promouvoir une mondialisation solidaire et durable, ce qui veut dire : lutter contre la pauvreté, encourager une croissance respectueuse de l'environnement, créer des opportunités individuelles, et donner de l'espoir à ceux dans le besoin ».*²

Le Projet

Selon la Banque mondiale, « Le complexe d'Inga est le noyau dur de l'industrie énergétique en République démocratique du Congo. Situé dans l'ouest du pays, environ 300 km en aval de la capitale Kinshasa, le site d'Inga représente de 40.000 à 45.000 MW sur les 100.000 MW du potentiel hydroélectrique du pays ».³ Le Conseil Mondial de l'Energie (CME - World Energy Council, WEC), l'institution commerciale de l'industrie énergétique et le premier supporter d'Inga depuis plusieurs années, affirme que le barrage du Grand Inga aura à lui seul « une capacité totale de 39.000 MW, sera doté progressivement de 52 groupes électrogènes de 750 MW chacun ».⁴ La Banque mondiale prétend également que le Grand Inga « fournira de

l'électricité à 500 millions de personnes parmi les 900 millions d'Africains, ainsi qu'aux industries de plusieurs pays du continent ».

Si c'était vrai, cela exigerait des investissements phénoménaux en matière d'infrastructures : actuellement, moins de 10 % des ménages ruraux en Afrique subsaharienne ont accès à l'électricité et le taux général d'accès se situe sous la barre des 25 %.⁵ Construire un réseau complet de stations électriques locales avec des connexions à travers l'Afrique pour assurer l'accès à l'électricité à 500 millions de personnes coûterait des dizaines de milliards de dollars et prendrait de nombreuses années (à l'inverse acheminer l'électricité vers les seuls marchés étrangers solvables, en traversant ces mêmes pays comptant plus de 500 millions d'habitants, serait une escroquerie qu'aucune banque de développement qui se respecte ne prendrait même en considération). Ce type d'investissement qui canaliserait réellement les ressources et la croissance vers les populations, et non pas vers des méga entreprises, serait en phase avec ce que les activistes et communautés locales exigent depuis des décennies.

Comme l'écrit la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique (UNECA, *UN Economic Commission for Africa*) : « le besoin d'accroître l'accès à l'électricité des plus pauvres ne peut être exagéré. En Afrique subsaharienne, les pauvres, surtout en zones rurales, forment la majorité de la population. Dès lors, l'accès à l'électricité est susceptible d'élargir leurs perspectives d'opportunités génératrices de revenus ».⁶ Serait-il possible, dans ce cas, que le Grand Inga soit le début d'une nouvelle aube prometteuse pour l'accès à l'électricité et une opportunité pour les populations pauvres africaines ?

Une très, très, très longue ligne

Le plus frappant sur la route entre Kinshasa et Matadi, c'est l'absence d'arbres. Huit heures de trajet vous conduisent kilomètres après kilomètres à travers un paysage de collines broussailluses, brunes et vides. Dans de nombreux endroits, la brousse a été brûlée, pour des raisons que personne ne peut expliquer, et se consume obstinément à côté de pipelines et de petits villages. De temps en temps, on se faufile à travers d'étroites

1 Joseph Conrad, *Au cœur des ténèbres*, Gallimard, 1948, p.190

2 <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEIL/EXTN/EXTABTUSFRENCH/0..contentMDK:20146546~mnuPK:2448918~pagePK:64094163~piPK:64094165~theSitePK:328614.00.html>

3 Banque mondiale, DR Congo Power Plant Holds Promise for Energy Supply to Millions across Africa, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/AFRICAEXT/CONGODEMOCRATICEXTN/0..contentMDK:22132713~mnuPK:349472~pagePK:2865066~piPK:2865079~theSitePK:349466.00.html>, April 6, 2009

4 World Energy Council, How to make the Grand Inga Hydro-power Project happen for Africa, April 2008, p.1. En comparaison, l'immensément controversé Barrage des Trois Gorges en Chine, la plus grande centrale électrique du monde, dispose actuellement d'une capacité de seulement 18.200 MW.

5 Africa Electrification Initiative : <http://eueip-pdf.org/project+M56b44e6015f.html>

6 United Nations Economic Commission for Africa, « Making Africa's Power Sector Sustainable : An Analysis of Power Sector Reforms in Africa », 2007, p.105

vallées aux versants sans doute trop raides pour permettre l'abattage et le débardage des arbres : pendant un court et déchirant instant, on profite d'un peu de verdure et de fraîcheur. Nous dépassons des dizaines de gens transportant des fagots de grosses brindilles destinés aux brasiers de Kinshasa où l'on en fera du charbon. « *Je me rappelle que, dans les années 80, ces collines étaient entièrement boisées ; ensuite, les gens ont tout abattu* », dit Mike, notre chauffeur. « *S'ils avaient de l'électricité, ils n'auraient pas besoin de déboiser* ».

Il est difficile d'affirmer que l'ensemble de l'abattage soit lié aux besoins en énergie, ou que l'accès à l'électricité mettrait nécessairement fin aux coupes. Par contre ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a pas de preuve plus évidente de la pauvreté du peuple congolais que la disparition des arbres dans le Bas-Congo. Même à l'époque de Conrad (son ouvrage *Congo Diary* le montre clairement), ces forêts n'étaient pas aussi impénétrablement denses que celles situées plus en amont et décrites si mémorablement, mais la désolation aride qui s'étend aujourd'hui sur des centaines de kilomètres coupe littéralement le souffle. Si le Grand Inga (ou tout projet hydraulique au Congo) pouvait permettre d'assurer ne serait-ce que quelques uns des besoins des populations, tels que la restauration des forêts, ce projet rendrait un service incommensurable aux peuples autochtones et aux écosystèmes. En somme, du vrai développement. Malheureusement, ce n'est pas ce qui se profile.

Ceci est la carte des routes d'exportation grâce auxquelles le projet serait financièrement viable.



Bron: World Energy Council, *How to make the Grand Inga Hydro-power Project happen for Africa*, avril 2008.

Il s'agit d'un projet dont le coût avancé (avant même les inévitables surcoûts enregistrés durant la construction) semble augmenter continuellement : 50 milliards de dollars il y a quelques années, 80 milliards plus récemment et désormais, selon une interview auprès d'un représentant de la Banque africaine de Développement (BAD), le projet du Grand Inga nécessiterait un investissement de pas moins de 100 milliards de dollars.⁷ La raison de l'augmentation de ce chiffre incroyable reste inexpliquée. Une réponse possible est que la RDC, l'un des pays les plus pauvres et les plus endettés, devient de plus en plus inféodé aux organisations et pays les plus riches de la planète.

Il est révélateur que, lors d'une réunion à Londres en avril 2008 où le CME (Conseil Mondial de l'Énergie) a réuni tous les acteurs potentiels du projet Grand Inga (à l'exception mineure des ONG et des chefs des communautés africaines dont la participation a été refusée), la BEI ait focalisé sa présentation sur un Partenariat Public Privé (PPP) en guise de méthode de financement.⁸ Au cours des dernières années, les PPP sont devenus tristement célèbres au sein de la communauté des activistes et ceci pour deux raisons : ils ont montré une tendance à augmenter massivement les coûts des projets et à en faire peser le poids financier sur les gouvernements, tout en réservant les profits, et souvent la propriété même des infrastructures, au secteur privé.⁹

L'autre modèle, peut-être encore plus vraisemblable, est de faire du barrage Grand Inga un Producteur d'Énergie Indépendant (*IPP – Independent Power Producer - PEI*), à savoir : une entreprise entièrement gérée par le secteur privé indépendamment du gouvernement. Bien que le PEI dispenserait la RDC d'avoir à assumer un endettement plus lourd encore, il est plus que probable que l'État vendrait l'accès aux énormes ressources hydroélectriques d'Inga à des intérêts privés pour un prix relativement bas et n'aurait que peu, voire pas, de contrôle sur les impacts environnementaux et sociaux du barrage, ni sur l'utilisation de l'énergie produite.

Cette création de groupes énergétiques privés occidentaux dans des pays pauvres est l'une des tendances majeures du financement du développement. Ainsi pour le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), un autre cas d'accaparement d'énergie,

7 Interview avec M. Raymond Kitandala, Banque africaine de Développement, Kinshasa, 22 juillet 2009.

8 Flavia Palanza, The European Investment Bank and Public Private Funding: Financing Inga Hydropower Projects, presentation to the World Energy Council meeting, London, April 21, 2009.

9 Dans le schéma de l'élargissement de la route M25 en Grande-Bretagne (auquel la BEI a donné plus de 500 millions £), le PPP a accru le coût du projet d'environ 478 millions £ à 6,2 milliards. Le gouvernement britannique est impliqué pour environ 215 milliards £ dans de futurs contrats PPP, dont la plus grande partie sera dépensée pour payer les honoraires gonflés d'entités privées appelées pour construire des écoles et des hôpitaux, ensuite pour leur payer la location (*lease back*) des projets achevés. George Monbiot, 'The Biggest, Weidest Rip-Off Yet', Guardian, 7 April 2009 ; 'The Real Expenses Scandal', Guardian, 26 May 2009.

qui touche plusieurs pays (Azerbaïdjan, Géorgie et Turquie), financé par des institutions internationales, les contractants du projet (menés par l'entreprise BP) ont glissé une « clause de stabilité » dans les contrats afin de geler l'application du régime légal autour du pipeline pendant 40 ans. La clause exempte BP des lois nationales en matière sociale et environnementale et empêche les gouvernements des trois pays d'exiger que le projet réponde à une législation plus stricte ou se soumette à des taxes plus élevées ; il s'agit en quelque sorte de soustraire le pipeline à son environnement géographique et aux juridictions locales, et de le placer sous le contrôle de sociétés multinationales. Tout contentieux impliquant des personnes affectées est renvoyé devant une cour d'arbitrage privée composée de trois personnes à Genève. Nous voilà revenus à Léopold et au jugement du professeur d'Oxford.¹⁰

Comme le montre la carte, quel que soit le moyen utilisé pour lever le financement initial, le principal moyen de rendre le Grand Inga rentable est d'exporter de l'électricité. Une partie irait dans d'autres régions de la RDC pour alimenter les mines dans le sud mais l'essentiel serait exporté vers des marchés plus solvables. L'une des lignes pour l'exportation irait - via l'Angola, la Namibie et peut-être le Botswana - en Afrique du Sud, où les besoins en énergie ne cessent de croître. Une autre passerait par la Zambie et le Zimbabwe, pays également désireux de prélever l'électricité congolaise pour les mines et l'industrie lourde. Une troisième, enfin, conduirait au Nigeria.

Mais, toutes ces études l'indiquent clairement : le projet Grand Inga ne serait financièrement viable que s'il comprend une ligne haute tension allant jusqu'en Europe, qui traverserait les jungles équatoriales du Congo Brazzaville et de la République de Centrafrique, le Darfour, le Soudan, le désert du Sahara, l'Égypte, puis passerait sous la Méditerranée, soit une ligne parcourant près de 5.800 km.

Pour le monde entier, cela ressemble à une idée démente que M. Kurtz (l'Européen corrompu qui, bien plus que l'Afrique, est le véritable cœur des ténèbres de Conrad) aurait pu griffonner sur ses carnets (dans sa phase humanitaro-visionnaire, peu avant son fameux : « *Exterminez toutes ces brutes !* »). A savoir : envoyer de l'électricité par un câble du sud de l'équateur, à travers la jungle, le désert et la mer, jusqu'en Europe ! Et pourtant cette idée folle est désormais bien présente. Elle est au cœur des documents de la Banque mondiale et du Conseil Mondial de l'Énergie (CME).¹¹

¹⁰ Baku-Ceyhan Campign, <http://www.bakuceyhan.org.uk>

¹¹ « Une étude de faisabilité par Electricité de France (EDF) et la Banque africaine de Développement (BAD) a indiqué que le projet du Grand Inga et le plan pour acheminer l'électricité depuis celui-ci jusqu'en Afrique du Nord sont viables ». MIGA, Grand Inga Project – Democratic Republic of Congo, Mai 2007. Le rapport du CME ne mentionne pas moins de trois études de faisabilité de la route d'exportation nord, la plus récente ayant été payée grâce à un prêt de 15 millions de dollars par la BAD. Les documents négligent discrètement de mentionner la dernière étape du processus, à savoir : amener l'électricité depuis l'Égypte jusqu'en Europe mais des interviews la confirment.

Imaginez un moment le coût vertigineux et la complexité technique d'une telle ligne ! Selon des ingénieurs, rien de pareil n'a jamais été tenté. L'électricité d'origine hydraulique est générée et transmise en courant alternatif (CA) et l'acheminement par ligne à haute tension standard est de 1.000 KV (un million de volts). A ce voltage, les obstacles physiques – appelés l'effet Ferranti – impliquent que la longueur d'une telle ligne électrique ne dépasse pas les 2.000 km. Toute longueur supérieure se traduit par un gaspillage phénoménal d'électricité.

Cette ligne électrique serait donc en courant continu (CC). L'exemple le plus long n'atteint que le tiers de la longueur Inga-Europe : il s'agit de la ligne détériorée d'Inga-Kolwezi amenant l'électricité aux mines du Katanga, laquelle, nous le verrons, a vu son coût quadrupler. Les lignes en courant continu peuvent transporter le courant plus efficacement sur de longues distances. Elles garantissent aussi à coup sûr que les populations locales n'auront pas accès à cette nouvelle source d'énergie. En effet, les lignes de transport seront vraisemblablement de 500 KV, alors que la plupart des lignes de distribution dans les villages sont de 11 ou 33 KV. Chaque fois qu'une ligne traversera un endroit où la population souhaitera se connecter, une nouvelle sous-station sera nécessaire pour convertir l'électricité en courant alternatif et abaisser le voltage. Cela signifie de grandes dépenses pour un retour sur investissement quasi nul, ce que les promoteurs du projet vont évidemment essayer d'éviter à tout prix.

Pensez au carnage environnemental que provoquerait la percée à travers la jungle du chemin pour cette ligne. Greenpeace décrit la forêt tropicale congolaise comme revêtant « une importance écologique exceptionnelle : elle abrite 270 espèces de mammifères, dont 39 spécifiques à cette région. Le deuxième poumon de la Terre abrite des animaux comme l'okapi, le paon congolais, le buffle des forêts, la très rare antilope bongo et l'éléphant des forêts. La forêt primaire congolaise abrite également environ 10.000 espèces de plantes, dont 3.300 spécifiques à cette région. » Greenpeace relève aussi que 40 millions de Congolais, dont le peuple Bantou et les pygmées Twa, dépendent des forêts pour leur subsistance : y aura-t-il réellement l'ombre du commencement d'un processus de consultation ou d'une étude d'impact environnemental qui prendra en compte leurs droits ou l'impact qu'aurait un tel projet sur leur vie ? L'histoire a montré que lorsque des parties de forêts anciennement vierges sont ouvertes au monde extérieur, la vie des populations indigènes est détruite par le déboisement et le braconnage illégal, par les maladies et par la vente de leurs terres traditionnelles. Pensez également à ce qu'impliquerait une telle ligne : les Européens appuieraient sur un interrupteur et l'énergie du Congo illuminerait leurs maisons, tandis que les populations vivant aux abords du fleuve Congo n'auraient droit qu'à l'obscurité. Voilà l'inévitable bilan d'un projet comme le Grand Inga tourné vers l'exportation : le peuple congolais ne recevra rien. L'électrification dont ils ont si désespérément besoin pour éclairer leurs maisons et commencer

de petites activités économiques ; l'électrification qui pourrait stopper la profanation de la deuxième plus grande forêt tropicale du monde ne sera jamais mise en place. Il n'y a pas d'argent prévu dans le budget pour cela, pas de temps ni de ressources mises de côté pour construire le vaste réseau de connexions qui serait nécessaire. Les deux modèles – exportation *versus* utilisation locale – ne sont pas seulement contradictoires : ils sont en réelle opposition.

L'une des mesures préliminaires clés pour le Grand Inga est la privatisation de la malheureuse Société Nationale d'Électricité (SNEL) dont les revenus ont plongé de 30 % depuis octobre 2008 alors qu'elle a déjà 500 millions de dollars de factures impayées. En avril 2009, la RDC a adopté une loi transformant 20 sociétés appartenant à l'État, y compris la SNEL, en entreprises privées. Une loi sur l'électricité est prévue afin d'apporter des 'incitations' légales, réglementaires et fiscales aux investisseurs privés pour qu'ils entrent dans le secteur de l'énergie.¹² Cette privatisation vise notamment à forcer les populations à payer leurs factures à la SNEL (ou plutôt aux compagnies étrangères qui achèteront la SNEL) : comme l'a souligné la Banque mondiale avec si peu d'honnêteté, « *le PIB de la RDC augmenterait de 3 % si chaque consommateur payait sa facture d'électricité* », ce qu'il serait davantage capable ou enclin à faire si cet argent ne prenait pas rapidement le chemin de l'Occident, sous la forme du remboursement de dettes auprès de la Banque mondiale.

Comme nous l'avons déjà vu avec le Partenariat Public Privé, l'objectif principal de la privatisation consiste à transmettre des pans entiers des biens publics africains à des sociétés privées occidentales, tout en assurant à ce secteur privé qu'il sera le moins soumis possible aux obligations sociales (comme fournir de l'électricité aux populations pauvres) et réglementations gouvernementales, qui pourraient limiter ses perspectives de profit. Mais après tout, ceci n'est rien d'autre que l'essence même du néolibéralisme.

En d'autres mots, la privatisation est l'autre indicateur clef prouvant que les populations locales ne recevront rien du Grand Inga. Quand une privatisation soudaine a lieu, les résultats sont désastreux pour les populations pauvres. En 2000, la privatisation du réseau de l'eau a été tentée au KwaZulu-Natal : 100.000 personnes ont attrapé le choléra parce qu'elles ne pouvaient se payer cette eau et ont donc bu celle des rivières polluées par les égouts. L'UNECA est très sceptique quant à la privatisation de l'électricité en Afrique : « *Les questions-clés qui ont conduit à des réformes continuent à rester d'actualité longtemps après que celles-ci aient été mises en oeuvre... Le Mali, le Sénégal [et] le Cameroun affichent un degré significatif d'insatisfaction face à l'implication du secteur privé... Des effets désirables ont été enregistrés dans les seuls pays où les réformes dans le secteur de l'énergie conduisant à sa privatisation étaient menées en parallèle ou après avoir*

entrepris une électrification massive au bénéfice de la population ». ¹³

Ce dernier point semble tellement évident qu'il est impossible que les partisans du libre marché ne puissent pas le comprendre : si de l'argent n'est pas dépensé pour connecter le réseau électrique aux habitations des populations avant que la privatisation de celui-ci ne permette la confiscation du moindre profit par les multinationales, il est absolument certain qu'il ne le sera pas par la suite.

Il est impossible pour les populations rurales africaines de payer l'électricité au même tarif que les consommateurs européens (en supposant que le plan insensé de transport vers le Vieux Continent fonctionne) ou sud-africains, et encore moins de payer l'infrastructure requise pour se connecter au réseau. Si nous voulons voir l'impact réel des barrages d'Inga sur le peuple congolais, il n'est pas nécessaire de voyager très loin.

« On s'occupe déjà de votre vie, attendez un peu »



© Jan Cappelle

Simon Malanda pointe du doigt les lignes électriques qui courent à l'horizon. « *Voilà le courant d'Inga qui va jusqu'aux mines du Katanga. Mon village se trouve à peine à 2 km et nous n'avons rien. Est-ce que c'est normal ?* » Il feuillette une épaisse pile de documents dont beaucoup sont jaunis par la morsure du temps ou pliés et froissés à force d'avoir été consultés. Ce sont des documents juridiques, des requêtes, des plaintes et des réclamations concernant le déplacement de sa communauté du site d'Inga. Ces documents datent de 1958, au moment où les projets Inga furent lancés par les Belges. Sa vue défaillante ne lui permet plus de les lire correctement.

'Papa Simon' a 76 ans ; il est le représentant légal des six clans qui vivaient à Inga. Il a récupéré la pile de documents de son oncle en 1974 (comme dans une tragique version congolaise de *Bleak House*¹⁴). Initialement, les clans furent envoyés hors de la zone ; ensuite, après l'indépen-

12 African Energy Intelligence, « SNEL's Boss in the Hot Seat », December 12, 2008, and "SNEL's Financial Woes Worsen, February 11, 2009; Reuters, 'DRC Power Sector Reforms', May 21, 2009.

13 UNECA, Making Africa's Power Sustainable, pp.99-100

14 Roman de Charles Dickens publié en 1852-1853

dance, deux d'entre eux retourneront aux villages de Manzi et Avunda, près du site du barrage. Personne ne sait combien de personnes composaient les six clans. Simon connaît seulement le nombre de familles concernées et les terres qu'elles ont du céder au barrage. Il prétend avoir lui-même cédé 2000 hectares.

M. Malanda affirme qu'ils n'ont rien reçu en retour. « *Ils prétendent que personne ne vivait là à l'époque, et qu'il n'y a donc pas matière à compensation* », fulmine-t-il en visant la SNEL et la Banque mondiale. « *En 1958, les Belges étaient prêts à payer une compensation. Pourquoi l'auraient-ils fait si personne ne vivait là ? Comment des gens auraient-ils pu indiquer le nom d'« Inga » aux explorateurs occidentaux si personne ne vivait là ?* »¹⁵ Il agite une série de documents détaillant les montants compensatoires convenus avec les six clans qui n'ont jamais été payés. Il y a certainement là matière à bâtir un dossier juridique intéressant.

La capacité des villageois à financer une action en justice constitue probablement le seul moyen de percevoir un jour un quelconque bénéfice des barrages d'Inga. Des « documents projets » de la Banque mondiale prétendent que « *la population qui avait les droits d'usage de la terre lorsque furent construits les barrages Inga 1 et Inga 2 ont reçu une compensation adéquate* » et « *qu'il n'y a pas d'héritage social* » de la construction d'origine. Le guide de la SNEL affirme avec un aplomb désarmant que la population est partie volontairement à cause d'une espèce de mouche très agressive. Raymond Kitandala, de la BAD, confirme sans hésitation que ce n'est pas son problème : « *Nous ne faisons que peindre la maison ; nous ne l'avons pas construite* ».

Si une compensation a été payée à ces populations, comme le prétend la Banque mondiale, les preuves en attestant aujourd'hui se font rares. Pour aller chercher de l'eau, M. Malanda et sa femme doivent marcher plusieurs centaines de mètres à travers de brûlantes collines vides, jusqu'à un minable petit tuyau dans une vallée ombragée ; après un court répit, il leur faut de nouveau, avec leur fardeau cette fois, escalader les collines sous la chaleur écrasante. Mais lui au moins a une maison en briques. C'est lorsque nous visitons le Camp Kinshasa, un village de deuxième génération habité par quelque 7000 à 9000 anciens ouvriers de la construction et leurs enfants, dont beaucoup furent déplacés du site d'Inga, que nous découvrons un dénuement total.

L'impression dominante du Camp Kinshasa est celle d'une jeunesse omniprésente. Des poulets et de maigres chiots se dispersent dans la crasse lorsque surgit notre camion. A notre descente de voiture, des essaims d'enfants, majoritairement âgés de moins de dix ans, se ruent sur nous. L'un d'entre eux porte un tee-shirt où on peut lire : « *Mon thérapeute dit que c'est entière-*

¹⁵ Le mythe fondateur d'Inga remonte à l'époque où les hommes de Stanley atteignirent la région pour la première fois ; ils demandèrent aux indigènes comment elle s'appelait ; ils répondirent « Inga », ce qui signifie « Hello ! ». Cette anecdote est pertinente car elle illustre bien les problèmes de communication qui ont jalonné la longue histoire.



© Jan Cappelle

ment de votre faute ». Cette masse humaine est entassée dans des cabanes en bois de quelques mètres carrés, faites de planches et de vieux panneaux publicitaires : trois ou quatre familles dans une cabane, chaque famille se composant de cinq à dix personnes. Le camp n'a ni eau, ni sanitaires, ni électricité, pas d'école et pas d'installation de santé. Personne n'est employé à la SNEL pour le barrage. Le chef du camp explique poliment qu'ils sont restés ici en attendant un futur emploi et parce que cette terre leur appartient depuis la fin du siècle dernier.



© Jan Cappelle

Le Camp Kinshasa est une implantation illégale, mais comparé à la majorité des déplacements de personnes financés par les institutions internationales, il s'agit d'un problème très facile à résoudre : la plupart des personnes concernées se trouvent au même endroit, elles disposent contre toute attente d'une documentation fournie pour justifier leurs demandes, et ne sont pas très nombreuses. Au lieu de cela, elles sont menacées. En avril 2007, le commissaire local a donné trois mois aux habitants du Camp Kinshasa pour quitter le site. Grâce aux efforts de CEPECO, une ONG congolaise dirigée par le pasteur Jacques Bakulu, qui s'est le plus récemment penché sur le cas des barrages d'Inga, la menace s'est dissipée. Cependant en juillet 2009, la SNEL a réitéré son

exigence de voir la population partir. Cette fois, la population du Camp Kinshasa considère que la menace est plus sérieuse : les habitants ont tous reçu un questionnaire ; les menaces de violence semblent beaucoup plus claires en cas de refus d'obtempérer.

Simon Mandala tape son doigt avec colère sur la pile de documents tandis qu'il réitère ses exigences de compensation, d'emplois, d'électrification, de fourniture de soins médicaux et d'eau, peut-être même d'un centre culturel pour le village. « *Tout le monde a besoin de vivre mais ils nous disent : 'on s'occupe déjà de votre vie, attendez un peu !'* ». L'attente de ces populations dure depuis plus d'un demi-siècle et aucun signe n'en annonce la fin.

Un mauvais jour pour un baptême

La matinée a été éprouvante. Nous l'avons passée à attendre dans de nombreux bureaux où nos passeports ont été examinés, copiés et recopiés. Et maintenant, l'obstacle final : un officier corpulent de l'armée congolaise, doté d'une certaine prestance dans sa chemise jaune décorée symboliquement avec les chaînes brisées du colonialisme, nous sermonne sur Dieu : « *Je crois qu'il y a un Dieu au-dessus de nous, et nous avons besoin de Lui, nous avons besoin d'un sauveur contre les occultistes et les spiritualistes !* ». Sa ferveur lui fait oublier sa précédente affirmation, selon laquelle Thierry Henry serait le fils illégitime de Mobutu. Après lui avoir dit poliment que la religion constituait une priorité mineure dans ma famille, il me propose de sortir et de me baptiser sur le champ. Je décline son invitation en prétextant un manque de temps et un grand nombre de réunions, il tente de nous soulager de 50 dollars au titre des « dépenses administratives », puis nous laisse partir. Nous sommes finalement en route pour Inga.

Le complexe d'Inga est constitué de quatre barrages, dont deux sont déjà construits. Inga I a été achevé en 1972 avec une capacité théorique de 351 MW. Inga II, achevé une décennie plus tard, présente une capacité (très) théorique de 1.424 MW. Ils alimentent les mines de cuivre du Katanga au moyen d'une ligne haute tension fortement détériorée, qui court sur 1.800 km, entre Inga et Kolwezi. Depuis le début, Inga I et II sont de coûteux « éléphants blancs¹⁶ » utilisés principalement pour garantir l'autorité de Mobutu en lui donnant la possibilité de couper à tout moment l'alimentation en électricité du Katanga. Selon un témoignage, les deux barrages seraient responsables de 32,9 % de la dette totale du Congo qui se montait à 4,6 milliards de dollars en 1981, ce qui fixerait leur coût de construction à environ 1,5 milliard de dollars.¹⁷

¹⁶ Un éléphant blanc désigne une réalisation d'envergure, souvent prestigieuse et d'initiative publique, qui s'avère plus coûteuse que bénéfique et dont l'exploitation ou l'entretien devient un fardeau financier.

¹⁷ Olivier Zimmer, La production d'électricité en Afrique : le cas barrages d'Inga. Mémoire présenté en vue de l'obtention du master d'ingénieur de gestion, Solvay Business School, Université Libre de Bruxelles, 2006-7, p.30



© Jan Cappelle

Cet argent fut bien mal dépensé. Ensemble, les deux barrages produisent péniblement 710 MW, dont 420 vont à Kinshasa, 210 aux mines et à l'Afrique du Sud, le reste étant destiné aux villes environnantes. Pénétrer sur le site de Inga I, s'apparente à entreprendre un déchirant voyage en remontant aux temps où l'Afrique était optimiste. Rien ne semble avoir été remplacé depuis la construction initiale. Des pièces de machine crasseuses jonchent le sol à côté de tonneaux fendus en deux, remplis de coques de cacahuètes. La présence d'un écran plat détonne dans la salle



© Jan Cappelle

de contrôle qui s'apparente à celle de *Docteur Folamour*, un film des années 60. Le guide de la SNEL dit qu'à peine 38 personnes travaillent sur le site ; seules quelques-unes d'entre elles sont visibles. Il prétend aussi que trois des six turbines fonctionnent mais ne nous en montre qu'une seule. De l'herbe et de petits arbres poussent dans l'un des tuyaux géants prévus pour amener l'eau aux turbines...

Nous assistons au plus triste dès le début de notre visite. Sur un promontoire rocheux offrant une vue incroyable sur les chutes se trouve le « showroom » d'Inga, construit en même temps qu'Inga I, ce qui en dit long sur l'âge de la construction. Assis dans des sièges délabrés dont les ressorts ont éventré le tissu, nous suivons la présentation des barrages commentée par le guide de la SNEL, qui utilise un bâton cassé pour pointer les diagrammes du projet, non pas sur un Power Point ou un Paper Board, mais placardés à même le mur. L'illustration des voies d'exportation pour le Grand Inga s'écaille lentement sur le sol. C'est la même que celle que nous avons reçue par les 'développeurs' mais sous une forme beaucoup plus reluisante. L'impression dominante est plus que poignante.

Alors qu'Inga II semble davantage en activité (sans parler de l'extraordinaire paroi intérieure de plusieurs centaines de mètres, faite de losanges de verre multicolores, faisant l'effet de l'affichage d'un ordinateur du début des années 80), seules quatre de ses huit turbines sont opérationnelles. Ensemble, les deux barrages fonctionnent à moins de 40 % de leur capacité, auxquels s'ajoutent des pénuries et des coupures, même dans les mines et à Kinshasa. Fait extraordinaire : les banques de développement ont cependant versé beaucoup d'argent pour la « réhabilitation » d'Inga.

Le succès (ou l'absence de succès) rapporté au coût de cette réhabilitation devrait inciter quiconque planifiant un investissement dans le Grand Inga à réfléchir à deux fois. Terri Hathaway d'International Rivers, a calculé que la Banque mondiale a englouti 771,9 millions de dollars dans la réhabilitation d'Inga et que, fait révélateur, chaque investissement a été complété par plusieurs autres. Les 166,6 millions de dollars initiaux de 2002 pour le Projet de Reconstruction et de Réhabilitation Multisectoriel d'Urgence (EMRRP – Emergency Multisectoral Reconstruction and Rehabilitation Project) visant à faire fonctionner à nouveau Inga I et II a dû être accru en 2005 puis 2007. Même cela est loin d'avoir suffi.

La Banque mondiale a dû lancer le Projet de Développement des Marchés Régionaux et Locaux d'Electricité (PMEDE) afin de financer une nouvelle réhabilitation en 2006, pour un coût de 296,7 millions de dollars, et d'attirer ainsi la BEI qui a injecté 110 millions d'euros dans le projet en décembre 2008. On est encore loin du compte : le budget pour le PMEDE a été porté à 550 millions de dollars et n'inclut pas le retrait coûteux, mais pourtant essentiel, des blocs rocheux massifs qui

se sont accumulés dans le réservoir et bloquent les voies d'eau.¹⁸

Le cas de la ligne électrique Inga-Kolwezi (dont la réhabilitation est connue sous la désignation SAPM APL 1) est moins encourageant encore. La capacité de cette ligne, mise en service en 1983, s'est écroulée en moins d'une décennie de 560 à 220 MW. Le prêt initial de 178,6 millions de dollars accordé en 2003 par la Banque mondiale à des fins de réhabilitation a été doublé en 2009. Comme l'écrit Hathaway, « la ligne électrique, dont le coût avoisine un milliard de dollars après un retard de sept ans, et qui a quadruplé par rapport au coût initial du projet, présente la fâcheuse caractéristique d'être à elle seule la plus grande contribution à la dette de la RDC ».¹⁹ Lors de notre visite, la principale activité sur le site était celle des populations prenant soin de leurs petites parcelles de cultures maraîchères.

Le plan de réhabilitation de la Banque mondiale repose sur une seule chose : le marché d'exportation. SAPM APL 1 signifie *Southern Africa Power Market Adaptable Phase Loan 1* (Marché sud-africain de l'électricité – prêt n°1 de la phase adaptable/d'adaptation). L'idée est d'envoyer l'électricité depuis les barrages réhabilités vers le sud (en Zambie, au Zimbabwe et au Botswana) comme le réclament M. Mogae et d'autres leaders africains. Même si le peuple de RDC ne reçoit pas d'électricité, la justification officielle du projet reste valable, car d'autres Africains en recevront. Mais l'histoire du dernier des quatre barrages d'Inga - Inga III – contredit cette affirmation.

L'idée d'Inga III est plutôt bonne. Elle impliquerait de forer de longs tunnels dans le flanc du réservoir d'Inga I et d'acheminer ainsi naturellement l'eau jusqu'à de nouvelles turbines près de l'entrée du complexe ce qui permettrait une meilleure utilisation des ressources hydrauliques existantes. Comme pour tous ces projets, le coût (8,5 milliards de dollars contre un montant initial de 5,23 milliards) et la capacité prétendue (5.000 MW contre 3.500 MW au départ) d'Inga III ont augmenté récemment et nul ne peut dire si un lien existe avec le projet du Grand Inga ; certains l'ont décrit comme un test précurseur ; d'autres (comme la BAD) semblent penser qu'il faille choisir entre les deux.

Inga III pourrait certainement être achevé bien avant le Grand Inga. Cette rapidité suscite un vif intérêt chez ses deux promoteurs. Initialement, le gouvernement de la RDC avait signé avec l'Angola, la Namibie, l'Afrique du Sud et le Botswana pour développer Inga III via le Westcor (West Corridor) Groupe détenu par les compagnies d'électricité nationales des cinq pays africains concernés. Environ 3.000 MW étaient destinés à l'Afrique du Sud, 1.000 à la RDC et les 1.000 res-

18 Terri Hathaway, DRC's Power Sector and Anti-Development Debt Trap, International Rivers Briefing, July 29, 2009

19 Hathaway, *ibid.* L'ampleur de la sous-estimation faite par la Banque mondiale pour les coûts de réhabilitation démontre l'ignorance des banques de développement quant au travail à réaliser pour qu'Inga fonctionne. La propre équipe d'inspecteurs de la Banque – le Groupe d'Evaluation Indépendant (GEI) – conclut : « Une des raisons de l'inadéquation apportée à l'état d'Inga réside dans le fait que la Banque pensait que le soutien existant pour la reconstruction d'Inga – 9,35 millions de dollars de l'EMRPP et 3,3 millions de dollars du SAPM APL 1 – serait suffisant. Les 150 millions de dollars actuellement envisagés pour le Projet de Réhabilitation d'Inga démontrent à quel point les calculs initiaux étaient éloignés de la vérité ». Une des causes de ces échecs évoquée par le GEI « est que l'équilibre des compétences de l'équipe du projet pourrait ne pas avoir été optimal puisqu'il penchait plus vers le financier et le juridique aux dépens de l'ingénierie hydroélectrique ». Avec les banques de développement, il en a toujours été ainsi. Independent Evaluation Group, Southern Africa Power Market Adaptable Phase Loan 1 (SAPM APL 1) desk study evaluation, 2006, pp.21-22

tants partagés entre les autres participants au projet.²⁰ Entrepris comme une initiative du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD – *New Partnership for Africa's Development*), programme de développement économique de l'Union africaine, Inga III aurait au moins pu constituer un projet qui serve l'intérêt des Africains, à défaut d'être bénéfique pour les citoyens congolais.

Malheureusement, Westcor n'était pas le seul intéressé. En février 2006, BHP Billiton, la plus grande société minière du monde, a signé un protocole d'entente (MoU – *Memorandum of Understanding*) avec le gouvernement de la RDC pour développer Inga III en même temps qu'une fonderie d'aluminium valant 2,5 milliards de dollars. Le gouvernement congolais a jonglé un temps entre les deux projets et l'inévitable s'est produit : le choix d'écarter les autres pays africains et de s'associer seulement avec BHP s'est imposé. Pour Westcor, il s'agissait d'un déplaisant baptême dans les eaux glaciales des politiques de développement.

Il est peu probable que les résultats impliquent de bonnes nouvelles pour quiconque d'autre que pour l'élite congolaise, qui a indubitablement ses propres raisons pour avoir approuvé l'accord avec BHP. BHP figure au palmarès international en matière de désastres environnementaux, avec Ok Tedy en Papouasie Nouvelle-Guinée, Illawarra et Yeelirrie dans son Australie natale. Selon Hathaway, comme dans le cas du pipeline de Bakou-Tbilissi-Ceyhan, le contrat pour la fonderie d'aluminium de BHP à Mozal, au Mozambique, « *inclut une clause de stabilité de 50 ans garantissant à BHP Billiton des marges de profit constantes, ainsi que de faibles redevances et taxes à verser à l'Etat. Les fonderies d'aluminium génèrent peu d'emplois en comparaison de leur grande consommation d'énergie... La consommation d'électricité des fonderies s'élève à deux ou trois fois celle du reste du Mozambique* ». ²¹

L'attaque des Vautours

En résumé, pas d'électricité locale pour les Congolais mais seulement pour l'Europe et des méga-sociétés occidentales, et d'énormes dettes pour l'acquérir. Pas de bénéfice ni de compensation pour la population locale, mais seulement la diminution de leurs chances d'obtenir de l'électricité et des opportunités de croissance. Pouvons-nous au moins assurer que les barrages d'Inga apporteront les devises étrangères tant attendues ? Qu'une fois les turbines devenues opérationnelles, l'argent coulera à flot ?

En 1998, Energoinvest, une société yougoslave (aujourd'hui bosniaque) – le fait que nous parlions de pays qui n'existent plus témoigne de la fourberie du processus que nous nous apprêtons à décrire – a construit un petit barrage appelé

Mobayi Mbongo pour alimenter la ville de Goma, à l'est de la RDC. Le gouvernement congolais a négligé de payer la dernière tranche de 18 millions de dollars pour ce barrage. Cela n'aurait pu être qu'un détail de l'histoire si la dette n'avait été rachetée pour 10 % de sa valeur faciale par le fonds vautour FG Hemisphere basé à New-York.²²

Les fonds vautours figurent parmi les acteurs les plus méprisables du business du développement, où la compétition pourtant est sérieuse. Les fonds vautours sont des entités très secrètes, souvent basées dans des paradis fiscaux et appartenant à de mystérieux « hommes d'affaires » ou à d'obscures sociétés multinationales, et conçues pour être à l'affût des dettes « en détresse » (parce qu'impayables) des pays les plus pauvres. En agissant de la sorte, ils ne prennent pas en considération ni le caractère légitime ou illégitime d'une dette ni la terrible pauvreté des pays dont ils saisissent les ressources, ni les efforts déployés par ces pays pour régler leurs dettes, comme par exemple s'engager dans le processus PPTE, onéreux et soumis à de multiples conditionnalités.

L'épisode Donegal – en Zambie – incarne bien les modes opératoires des fonds vautour. Donegal International a racheté pour 3,3 millions de dollars une dette zambienne de 15 millions de dollars à la Roumanie, probablement en corrompant des officiels, puis a poursuivi la Zambie (qui tentait depuis des années de régler par elle-même cette dette en obtenant des allègements de dettes auprès d'autres créanciers) pour un montant de 55 millions de dollars, menti au tribunal et obtenu 15,5 millions de dollars.²³

FG Hemisphere, appartenant à deux anciens dirigeants de Morgan Stanley, a poursuivi le gouvernement de la RDC partout dans le monde. Un jugement prononcé devant une cour du District de Columbia (USA) l'autorisant à saisir des résidences appartenant à l'ambassade congolaise a finalement été annulé. Elle a réitéré ses poursuites devant la Haute Cour de Hong-Kong, en visant des fonds chinois que la RDC devait rembourser par des concessions minières, mais la Cour s'est déclarée territorialement incompétente. En janvier 2009, FG Hemisphere a gagné un jugement à Pretoria lui accordant 104 millions de dollars (intérêts cumulés de la dette initiale de 18 millions de dollars) prélevés sur les revenus des exportations congolaises d'électricité vers l'Afrique du Sud. En d'autres termes, les profits congolais d'Inga I et II pendant les quinze prochaines années ont déjà été saisis par les fonds vautours. Pendant ce temps, la RDC contracte d'autres dettes pour réhabiliter les barrages afin de maintenir le luxe des spéculateurs de New-York.²⁴

Victor Nzuzi explique que l'affaire de FG Hemisphere prouve, avant même qu'Inga III ou le Grand Inga ne soit construit, que les barrages ne

20 Esmarie Swanepoel, 'Westcor to withdraw from Inga 3 hydropower project', Engineering News : <http://www.engineeringnews.co.za/article/westcor-to-withdraw-from-inga-3-hydropower-project-2009-07-31>, 31 juillet 2009

21 Hathaway, DRC's Power Sector and Anti-Development Debt Trap, p.8

22 Jeune Afrique, 'FG Hemisphere, Un cas d'école', 5-11 juillet 2009

23 <http://www.jubileedebtcampaign.org.uk/Case%20study%3A%20Zambia+2968.tvl>

24 Africa Energy Intelligence, 'Creditor Snapping at SNEL's Heel', June 7, 2006, 'Vulture Funds Target Chinese Cash', January 21, 2009 ; 'SNEL's Profits to be Seized', January 28, 2009

profiteront pas au peuple congolais. « *Les contrats pour les projets de développement sont mal négociés ; les signataires de la RDC ne comprennent même pas convenablement le droit international* », déplore-t-il. Ce vol commis par FG Hemisphere nous montre combien une dette insoutenable est dangereuse dans un monde fait de fonds vautours et de verdicts prononcés aux quatre coins de la planète. Cela traduit l'impossibilité pour un pays de se dégager de la charge d'une dette colossale, alourdie par d'autres charges plus insupportables encore. Dans un régime juridique international si éthiquement injuste qu'il autorise les fonds vautours, le nœud de la dette ne fait que se serrer un peu plus chaque jour.

Station de lavage italienne et fièvre de cheval

La concession de la SNEL à Inga ne ressemble pas du tout au centre névralgique d'un projet censé illuminer les maisons de 500 millions d'Africains. Elle se réduit à un bureau central, occupé par une unique employée (elle nous salue de dos, assise sur son bureau, jetant un regard par-dessus son épaule) qui semble ne pas avoir d'ordinateur, à quelques dépendances aux toits en tôle rouillée, à quelques parterres de fleurs poussiéreux et à un troupeau de chèvres en train de brouter. En chemin, nous dirigeant vers la sortie de la concession, nous passons sur un pont qui enjambe une rivière peu profonde. C'est l'un des derniers endroits de la région où des arbres se soient maintenus et nous pensions que nous allions faire un court arrêt en ce lieu plaisamment ombragé. Au lieu de cela, Père Jacques nous informe qu'il s'agit du site où sera construit le Grand Inga.

En essayant d'imaginer ici *cinquante-deux* turbines de 750 MW chacune (supposées produire chacune davantage que l'actuelle production conjuguée d'Inga I et II), la pure folie de ce projet semble évidente. Il n'existe qu'une étroite voie d'accès pour entrer et sortir du site et la seule route en construction que nous ayons vue pendant notre visite est réalisée par quelques groupes d'hommes des environs, dirigés par des ingénieurs chinois. Père Jacques pointe du doigt l'unique autre signe d'activité humaine, les traverses croulantes d'un vieux pont, puis précise en souriant qu'il s'agissait d'un garage construit par un entrepreneur Italien dans les années 1960 pour laver les voitures des gens qui passaient par là.

Tout ceci ressemble à une tragique plaisanterie aux dépens de l'Afrique. Mais ce n'en est pas une. Une semaine après notre départ, Robert Zoellick, président de la Banque mondiale, est venu visiter Inga. Non content d'inciter la RDC à rendre ses mines plus attractives pour les investisseurs étrangers et de menacer d'exiger jusqu'au dernier centime de « la dette odieuse » du Congo s'il livre son cuivre et son coltan à la Chine plutôt qu'à l'Occident, Zoellick a fermement planté son drapeau au Grand Inga (« *Aux dernières nou-*

velles, la société chinoise accepte un ajustement selon lequel les garanties couvriraient la seule infrastructure et pas l'exploitation de la mine ; si nous parvenons à ce que cela soit évité, alors nous pourrions faire le nécessaire pour oublier la dette »²⁵).

Promettant d'« *utiliser le potentiel sous-exploité des sources d'énergie comme Inga* », Zoellick a déclaré : « *nous savons qu'il y a un énorme travail à effectuer mais nous pensons que si nous faisons le premier pas, nous pouvons attirer d'autres partenaires en République démocratique du Congo et, in fine, améliorer la vie des populations, ce qui constitue le véritable objectif* »²⁶.

Rien dans cette histoire, ne nous donne des raisons de croire qu'il ne s'agisse d'autre chose que d'un mensonge. Ici, pas question de 'développement' ni de quoi que ce soit qui améliorera la vie du peuple congolais. C'est l'incarnation d'une version moderne de la folie du XIX^{ème} siècle qui a conduit les Européens en Afrique noire et des mineurs dans l'Ouest américain ou dans le Yukon glacial. C'est juste la Fièvre de l'or. A la différence près, que cela affecte désormais les populations à une échelle bien plus vaste et que cela n'implique plus des hommes armés de pioches et de pelles, mais des institutions internationales politiques et commerciales, des hommes en costume rayé, feuilles de calcul à la main, payés par les pays exploités eux-mêmes.

Il n'existe que deux raisons fondamentales pour proposer un projet aussi énorme, complexe et dispendieux que le Grand Inga. L'une est d'accomplir un coup d'éclat, comme l'a aisément admis la Chine en annonçant son intention de construire le barrage des Trois Gorges, au lieu de s'en tenir à une série de barrages plus petits et moins nuisibles sur les affluents du Yang-Tse. L'autre réside dans l'effet hypnotique du spectre du *Jackpot Ultime*, de l'Eldorado caché dans la jungle, des marchés vierges attendant d'être conquis, tout en demeurant aveugle aux impossibilités pratiques et aux souffrances qu'engendreront ces rêves fiévreux.

La Fièvre de l'or alimente la folie du Grand Inga. En effet, à moins d'être atteint d'une fièvre de cheval, comment oserait-on décrire la région du Bas-Congo, où les gens récoltent des brindilles pour vivre et dorment à trente dans une pièce, comme un potentiel « Dubaï africain » ?²⁷ Les prix élevés de l'électricité, la folie des grandeurs technologiques et la cupidité conduisent des hommes à dépoussiérer de vieux plans fous pour construire des lignes traversant la moitié du monde, caressant le rêve de s'emparer à leur tour d'un morceau du « magnifique gâteau africain ».

25 Reuters, 'Progress Seen on China – DR Congo Deal : World Bank', August 11, 2009 / <http://www.reuters.com/article/2009/08/10/idUSLA255071>

26 Banque mondiale, 'World Bank pledges support for African post-conflict recovery', August 11, 2009 ; Reuters, 'World Bank Urges Congo to Better Energy Governance', August 10, 2009

27 'BHP to Study Building \$3bn Aluminium Smelter in DRC', Engineering News, October 27, 2007

Le nouvel impérialisme de l'énergie

« La conquête de la terre, qui consiste principalement à l'arracher à ceux dont le teint est différent du nôtre ou le nez légèrement plus aplati, n'est pas une fort jolie chose, lorsqu'on y regarde de trop près. Ce qui rachète cela, c'est l'idée seulement. Une idée derrière cela, non pas un prétexte sentimental, mais une idée et une foi désintéressée en elle, quelque chose, en un mot, à exalter, à admirer, à quoi on puisse offrir un sacrifice »¹.

Derrière cette conquête moderne de la planète se cache le business du développement. Comme nous l'avons vu avec le Grand Inga, sous couvert d'une promotion de la croissance économique et de l'éradication de la pauvreté dans les pays les plus pauvres, pays, individus et entreprises occidentales s'enrichissent de façon colossale et en toute bonne conscience sur les ressources de ces peuples.

Si le développement n'est pas seulement l'ancien colonialisme faisant peau neuve, c'est parce qu'il y a quelques gagnants dans les pays pauvres comme dans les pays riches. Bracking met en exergue « le rôle cruciale des élites africaines qui, en négociant et en participant aux processus de pouvoir et d'assujettissement, piègent les populations africaines actuelles »². Avoir un leader africain ou asiatique (habituellement un ancien dirigeant de la Banque mondiale et/ou de Goldman Sachs) lors de la signature d'un contrat ou du lancement d'un projet contribue à faire paraître les initiatives de développement comme étant moins impérialistes. Cela permet également aux intérêts occidentaux de jouer la carte du « partenariat » et du « dialogue ».

En d'autres mots, le développement est une collaboration entre, d'une part, les élites du Nord ayant étudié à Oxford et à Cambridge et, d'autre part, des élites du Sud formées à Wall Street afin d'extraire les ressources des citoyens ordinaires au Sud en utilisant les ressources des citoyens ordinaires du Nord. Cette collaboration requiert, comme ce fut le cas avec l'entreprise de Léopold, une justification humanitaire pour masquer ses effets réels, pas seulement à nos yeux, nous les gens ordinaires, mais aux yeux des élites elles-mêmes, parmi lesquelles se trouvent beaucoup de personnes respectables qui ne croient pas et ne peuvent pas croire que ce qu'elles font provoquent de tels effets. Le « développement » est cette caution et il accomplit extrêmement bien sa tâche.

Le Grand Inga est l'angle parfait pour mettre en lumière de nombreux éléments clés du business du développement : l'absurdité et l'inadéquation des grands éléphants blancs des institutions financières internationales (IFI) aux besoins locaux ; les promesses non tenues faites aux populations locales ; les dégâts sociaux et environnementaux provoqués par ces projets ; la sinécure des subventions, des contrats et des marchés pour les multinationales occidentales ; des projets souvent présentés comme des bienfaits des multinationales ; le transfert des responsabilités et des coûts aux malchanceux pays en développement, tout en réservant les profits pour les multinationales (ce que Chomsky décrit comme l'essence du capitalisme moderne : la socialisation des risques combinée à la privatisation des profits).³

Mais ce serait une erreur que de voir le Grand Inga comme un cas isolé, ou comme une initiative inhabituelle. Il s'intègre parfaitement dans un processus beaucoup plus vaste, quasiment inconnu du grand public européen mais qui aura une influence profonde et multiple sur nos vies dans les décennies à venir.

L'Union européenne (UE) est terrifiée à l'idée de manquer d'électricité. La production énergétique européenne diminue à mesure que nos réserves en pétrole et en gaz s'amenuisent. Dans le même temps, la consommation européenne d'énergie augmente, ce qui signifie une dépendance accrue à l'égard de nos importations d'hydrocarbures. La Commission européenne (CE) estime que, de 50 % il y a deux ans, les importations atteindront 65 % de son énergie totale, 84 % de son gaz et 93 % de son pétrole, en 2030.⁴ Après avoir vu la Russie procéder au chantage énergétique et couper à deux reprises ses approvisionnements en gaz vers l'Europe en raison des tensions politiques avec la Géorgie, et observant la demande mondiale d'énergie grimper de manière vertigineuse, l'UE commence à paniquer.

Deux choix s'offrent à l'Europe.

L'un consiste à intervenir au niveau du marché sur la demande et non pas seulement sur l'offre. Cela pourrait se traduire par une réduction des niveaux de consommation d'énergie en Europe, en décourageant l'utilisation de la voiture et le consumérisme insouciant, en développant les transports publics, les habitations et les quartiers durables, etc. Cela signifierait contrevenir à trente

1 Conrad, Joseph, *Au cœur des ténèbres*, Gallimard, 1948, p.87-88

2 Bracking, *Money and Power*, p.5

3 Noam Chomsky, *Year 501 : The Conquest Continues*, (London, Verso), 1993

4 Commission européenne, *An Energy Policy for Europe*, January 10, 2007, p.3

années d'idéologie économique qui a considéré que l'« interférence » sur le marché était une faute morale. Cela impliquerait probablement aussi des sacrifices, de se serrer la ceinture, pour certains davantage que pour d'autres. Mais l'austérité n'est pas une chose que les politiciens apprécient au moment des élections.

L'autre possibilité consiste à trouver de nouvelles sources d'énergie. Au cours des dernières années, les IFI ont sponsorisé une série de mégaprojets d'un coût sans précédent pour amener de l'électricité en Europe. Le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) d'un coût de 4 milliards de dollars n'amène pas seulement le pétrole en provenance de la région de la Mer Caspienne jusqu'en Europe plutôt qu'en Chine, il a également ouvert une autoroute potentielle d'hydrocarbures depuis le Caucase et l'Asie centrale. Quand le vaste champ pétrolifère de Kashagan (dont la taille n'est égale que par son prix de 100 milliards de dollars et le nombre de désastres entraînés par son exploitation) sera en service, le BTC servira à transporter le pétrole kazakh jusqu'en Europe. La Commission Européenne désigne le « Corridor pétrolier sud » (*Southern Gas Corridor*) – qui repose sur le pipeline Nabucco d'une valeur de 8 milliards de dollars destiné à transporter le pétrole de la Caspienne et peut-être même celui du Moyen-Orient via la Bulgarie et la Roumanie jusqu'en Europe centrale – comme « l'une des plus urgentes priorités de l'UE en matière de sécurité énergétique »⁵.

La « sécurité énergétique » est également la raison invoquée pour le pipeline pétrolier transsaharien de 12 milliards de dollars censé transporter le pétrole nigérian sous le Sahara, à travers le Niger et l'Algérie, jusqu'en Europe, ainsi que pour « l'anneau méditerranéen de l'énergie reliant l'Europe au sud de la Méditerranée via des interconnexions électriques et gazières ». Mais le plus ambitieux des projets potentiels de cet « anneau » est le projet Desertec qui, pour un coût de 400 milliards de dollars, devrait couvrir en théorie 16 835 km² du désert saharien avec des panneaux solaires et envoyer l'électricité en courant alternatif jusqu'en Europe via un « super réseau » de lignes à haute tension.

Dans la mesure où ces projets ne sont pas très bien connus, on pense qu'il s'agit de cas isolés mais c'est une erreur fondamentale. Ils forment un groupe interconnecté aux énormes conséquences géopolitiques, économiques et environnementales, et sont le résultat d'une initiative systémique lancée principalement par la Commission Européenne (CE). Ces dernières années, la CE a diffusé un flot de *policy papers* affirmant que « l'Europe peut et doit diminuer sa vulnérabilité par rapport aux pénuries d'approvisionnement énergétique » et pour ce faire, elle doit assurer « par-dessus tout la sécurité de ses approvisionnements »⁶. Chez nous, cela passe par un marché

intérieur de l'énergie, un soutien au commerce du carbone et aux fausses solutions technologiques comme la capture et la séquestration du carbone.⁷ A l'étranger, cela signifie « recenser les infrastructures d'importance majeure pour la sécurité énergétique puis veiller à leur édification » en utilisant « un cadre juridique international solide » et « des clauses d'interdépendance énergétique juridiquement contraignantes »⁸.

Le Grand Inga s'inscrirait parfaitement dans ce cadre. « L'importance de l'Afrique comme fournisseur d'énergie s'est considérablement accrue ces dernières années mais son potentiel est encore plus grand. Le dialogue devrait porter sur la sécurité d'approvisionnement (...), l'exploitation durable des ressources, la transparence des marchés de l'énergie et le respect des principes de bonne gouvernance (...) L'Afrique offre une opportunité unique de mettre en œuvre, de façon compétitive, des technologies liées aux énergies renouvelables »⁹. Les deux voies fréquemment, proposées pour exploiter ce potentiel sont la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et sa petite sœur privée, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD).

Le problème ici n'est pas seulement le coût ahurissant de ces projets, ni qui en paie le prix, ni même les dégâts sociaux et environnementaux que ces projets ne manqueront pas de causer. D'un point de vue collectif, ces projets de nouvelles voies énergétiques vers l'Europe pour des centaines de milliards de dollars témoignent d'un engagement profond vers un mode de vie « eurocentrique » aux dépens du reste de la planète. De plus, leur mise en œuvre implique de s'acquiescer avec quelques-uns des pires régimes du monde. Le BTC a ainsi permis de conforter durablement la déplaisante cleptocratie azérie, il a provoqué de nombreuses violations des droits de l'Homme dans les trois pays qu'il traverse, tout particulièrement dans la partie kurde de la Turquie, et par conséquent, il a ouvert la porte à de futures collaborations avec le Turkménistan et l'Ouzbékistan, rendant l'Europe dépendante vis-à-vis de régimes que nous sommes supposés réprouver.

Une fois que de telles installations sont construites et en état de marche, il faut les protéger, ce qui nécessite l'implication européenne diplomatique, politique voire même militaire au cœur de régions instables. Mais ceci n'inquiète pas la Commission Européenne. Elle pense au contraire que c'est l'essence même de ce que devrait être la politique étrangère de l'UE : « l'énergie doit devenir une partie centrale de toutes les

5 Commission européenne, Second Strategic Energy Review : An EU Energy Security and Solidarity Action Plan, November 13, 2008, p.4

6 Commission européenne, Second Strategic Energy Review : An EU Energy Security and Solidarity Action Plan, November 13, 2008, p.2

7 Pour une meilleure analyse des raisons pour lesquelles les solutions dites de 'libre marché' à la crise climatique, comme le commerce du carbone (vendre le droit de polluer l'atmosphère) et les gadgets expérimentaux comme le CCS (un épurateur géant pour enlever le carbone de l'air), ne fonctionnent pas et exacerbent considérablement le problème climatique : <http://www.thecornerhouse.org.uk/subect/climate>

8 Commission européenne, Second Strategic Energy Review, Nov. 08, pp.3-8

9 Commission européenne, An Energy Policy for Europe, pp.19-20

relations externes de l'UE ; elle constitue un élément crucial de la sécurité géopolitique, de la stabilité économique et du développement social. » Concrètement cela signifie : d'amener par tous les moyens les pays à nous céder leur énergie. « *Les actuels et futurs accords internationaux, bilatéraux ou liant plusieurs pays à la fois, peuvent être utilisés plus efficacement pour établir des engagements juridiquement contraignants. Ces engagements peuvent s'étendre à la libéralisation réciproque des conditions des échanges et à l'investissement dans les marchés en amont et en aval, ainsi qu'à l'octroi d'un accès aux conduites (pipelines) des pays situés le long des chaînes de transit et de transport* »¹⁰. Le pipeline BTC, avec son lot de drones militaires et de contrats de droit international maintenant les populations des pays de transit à distance, donne un aperçu du brillant futur énergétique de la Commission Européenne.

Le cas du Grand Inga est fascinant parce qu'il incarne le rôle de l'Afrique dans le nouvel impérialisme énergétique comme « fournisseur d'énergie » qui nous envoie de l'électricité brute de la même façon qu'elle nous a toujours envoyé du caoutchouc, des minéraux et du bois brut, ainsi que, il n'y a pas si longtemps, des esclaves. Il démontre comment seule une infime partie des bénéfices supposés des projets de « développement » parviendra jusqu'au peuple qui, en fin de compte, en paie le prix financier et social. On peut donc se demander : « *De quelle sécurité énergétique, parlons-nous ? De la nôtre ou de la leur ?* »

Mais il y a encore plus compliqué. En mêlant des intérêts européens avec un nouveau réseau complexe d'engagements géopolitiques, la Commission Européenne nous lie de force avec des régimes que nous ne devrions pas soutenir et des régions dont nous ne comprenons, ni ne pouvons prévoir les politiques. Les exemples de l'Irak et de l'Afghanistan nous montrent pourtant ce qui s'est passé les dernières fois où une telle approche fut tentée. En ce sens, la « sécurité » énergétique à court terme est synonyme d'une insécurité sociale, politique et militaire sur le long terme.

Ce nouvel impérialisme énergétique signifie par-dessus tout l'arrêt complet de tout effort sérieux de combattre le changement climatique. Pour lutter de manière efficace contre l'élévation irrémédiable de la température sur la planète, nous avons besoin de réductions strictes et contraignantes des émissions (autour d'une fourchette comprise entre 70 et 80 % d'ici 2050 selon les scientifiques reconnus, voire davantage). Ceci ne requiert pas seulement un investissement massif dans les parcs d'éoliennes et autres sources d'énergie renouvelable (à l'inverse de la perpétuelle « distorsion du marché » à l'encontre des énergies renouvelables en raison des subventions massives des IFI au pétrole et au gaz) mais nécessite également une remise en cause majeure de nos modes de vie et une réduction de notre consommation d'énergie. Si les nouvelles autoroutes d'hydrocarbures sont construites, il n'y aura

aucune chance pour que tout cela se produise. Le maintien de l'énergie bon marché empêchera toute incitation à changer nos habitudes.

Au lieu de cela, nous allons chercher à nous contenter d'objectifs beaucoup plus bas via la désindustrialisation et l'achat de pseudo titres de compensation carbone aux pays pauvres. Tout le battage médiatique et la rhétorique de Copenhague et des autres accords internationaux ne seront guère plus que bruit et fureur. En poursuivant la dynamique actuelle, nous continuerons à promouvoir à travers le monde notre consommation élevée et nos modes de vie « orientés vers la croissance » via les films *glamour* d'Hollywood et les politiques de développement des IFI, poussant toujours plus le reste du monde à désirer ce que nous avons et augmentant la demande énergétique mondiale. Or, nous ne pouvons avoir ce que nous avons uniquement parce que d'autres ne l'ont pas.

Permettre la poursuite rapide du changement climatique sous couvert de la « sécurité énergétique » tout en ayant pleinement conscience des conséquences d'un tel phénomène non seulement pour les intérêts européens (réfugiés environnementaux et migrations massives, météo capricieuse et perturbations économiques) mais surtout pour l'avenir de la vie sur Terre constitue une très étrange et alarmante définition de la sécurité.

¹⁰ Ibid., pp. 18-19

Une fin (presque) heureuse ?

« Quel est ton problème ? »

Autocollant sur la fenêtre d'un conducteur de taxi en République démocratique du Congo

Nous avons finalement un peu menti (trop de temps en compagnie des 'acteurs' du développement...) : il y a des recommandations à la fin de l'histoire. La plus facile est celle faite habituellement par les ONG : ne le faites pas ! Et si le Grand Inga devait conserver son format actuel, c'est la seule recommandation que nous puissions faire. Il s'agit tout simplement d'un rêve fiévreux, une combinaison impraticable de l'obsolète et du futuriste. Depuis que le projet du Grand Inga a été initialement mis en avant, la Commission mondiale des Barrages (CMB - WDC, *World Commission on Dams*) un panel indépendant d'experts, constitué à la fois des constructeurs de barrages et de leurs détracteurs, a passé deux ans à analyser l'efficacité en terme de développement de plus de 1.000 barrages dans 79 pays.

Le panel de la CMB a conclu que, bien que « *les barrages aient apporté une contribution importante et significative au développement humain* », « *dans trop de cas un prix inacceptable et souvent inutile a été payé pour sécuriser ces bénéfices, particulièrement en termes sociaux et environnementaux, par les populations déplacées, les communautés vivant en aval, par les contribuables et par le milieu naturel.* » Il a conclu en émettant une série de recommandations qui constituent aujourd'hui les meilleures pratiques pour la construction de barrages, incluant la participation des populations locales dans la conception d'un projet, la résolution des « *litiges en suspens en matière sociale et environnementale relatifs à des barrages existants* », « *les droits pour les populations affectées; d'améliorer leurs moyens de subsistance et d'avoir la garantie d'un bénéfice prioritaire des projets* », le tout soutenu par des « *accords légalement contraignants.* »¹ Dans la conception actuelle du projet Grand Inga, il est fort peu probable que ces recommandations soient respectées.

Il est par ailleurs vraisemblable que le Grand Inga tel qu'il est pensé ne voit jamais le jour. Si l'on met de côté les aspects moraux, sociaux, environnementaux et géopolitiques du projet (comme l'ont si bien fait les 'acteurs' de développement), il y a beaucoup trop de problèmes techniques.

Même Inga III, un projet bien moins ambitieux et complexe, avec un sponsor défini et un marché pour son électricité, a une bonne raison d'être arrêté : le fleuve contient trop de limon. Personne ne parvient à se mettre d'accord sur le choix entre : construire de nouveaux tunnels ou construire un nouveau barrage et BHP est prisonnier de conflits entre la SNEL et le gouvernement de la RDC (qui a emprisonné plusieurs dirigeants de la SNEL pour des affaires de corruption en relation avec les barrages d'Inga) sur le futur prix de l'électricité.²

Il serait donc aisé de mettre ici un point final à ce projet après avoir dénoncé l'histoire du colonialisme au Congo jusqu'à aujourd'hui, les déceptions du « développement » et les problèmes insolubles du projet. Mais Festus Mogae, président du Botswana, avait au moins raison sur un point : l'Afrique, et plus précisément les populations africaines, ont désespérément besoin d'électricité. Les collines arides du Bas-Congo le prouvent avec plus d'éloquence que n'importe quel rapport. Le fleuve Congo constitue une immense source potentielle d'énergie hydraulique dans un pays pauvre en électricité. La rapacité de la Commission Européenne, de la Banque mondiale et de la BEI en matière énergétique considère Inga comme une fructueuse opportunité. Alors, que faire ?

S'il l'électricité hydraulique doit être développé à Inga, il est nécessaire de satisfaire à plusieurs conditions préalables :

- Dédommager adéquatement et complètement les populations touchées à Manzi, Avunda et au Camp Kinshasa. Cela ne concerne en fine que peu de personnes, elles sont aisées à trouver et, comme nous l'avons finement fait remarquer à la Banque Africaine de Développement, le préjudice subi en terme de réputation en refusant d'accorder aux populations concernées quelques miettes de l'un des projets de développement les plus chers au monde serait bien plus élevé que la charge financière équivalente au paiement de leur dû. Par principe, les banques de développement voulant développer de nouveaux projets doivent garantir que personne ne soit défavorisé par les projets antérieurs.
- reconcevoir fondamentalement le projet, non pas comme un projet colossal, pour la simple et bonne raison que de tels mégaprojets ne fonctionnent jamais, mais sous la forme de plusieurs projets plus petits, plus durables et ayant moins

¹ International Rivers, The World Commission on Dams Framework – a Brief Introduction, February 29, 2008 : <http://www.international-rivers.org/en/way-forward/world-commission-dams/world-commission-dams-framework-brief-introduction>

² Africa Energy Intelligence, 'Inga 3 : BHP Stalled in its Tracks', November 4, 2009

d'impacts négatifs. Réorienter le projet : supprimer la ligne d'exportation nord vers l'Europe et se concentrer sur la fourniture d'électricité aux entreprises et consommateurs congolais, ainsi qu'à ceux d'autres pays africains. Pour les banques de développement, cela pourrait signifier un taux de retour sur investissement plus faible, un besoin d'investissement en infrastructures plus grand et une attente plus longue avant que les projets ne deviennent profitables. Qu'il en soit ainsi ! Cela, principalement dans le cas de la BEI qui est soutenu par la garantie d'un Etat membre, constitue l'avantage compétitif et *la raison d'être* des banques de développement : elles sont supposées investir dans des projets pour lesquels le capital est rare pour les motifs soulignés auparavant. C'est *pour ça* que les banques de développement existent ;

- adhérer aux recommandations de la Commission mondiale pour les Barrages ; garantir que tout ce qui est construit soit conçu avec la participation active et au bénéfice des populations tout en gardant à l'esprit les besoins de l'écosystème, et ne résulte pas de travaux conçus sur une planche à dessin de Londres ou Washington.

Ces points sont élémentaires. Nous tenons à conclure en suggérant quelques éléments plus novateurs : puisqu'il est possible, via une « clause de stabilité », de garantir à une société multinationale le respect d'un régime réglementaire et de taxation pour plusieurs décennies, pourquoi ne serait-ce pas possible d'octroyer la même chose aux populations concernées ? Pourquoi les banques de développement ne pourraient-elles pas inscrire des clauses de bénéfices spécifiques pour les populations locales dans les contrats de projet ? Elles imposeraient les conditions que les promoteurs devraient remplir pour obtenir leur généreux morceau du gâteau du développement.

De plus, il faut développer de nouveaux instruments juridiques pour permettre aux populations locales et à celles affectées par un projet de faire valoir leurs droits auprès des institutions financières qui soutiennent des projets d'infrastructures, principalement les institutions publiques comme la Banque mondiale et la BEI. L'histoire des grands projets d'infrastructures est jonchée d'exemples de communautés locales qui n'ont bénéficié de rien d'autre que des impacts négatifs du « développement » tandis que des sociétés, des institutions financières et des gouvernements refusent de les aider à réparer les dégâts. Les sponsors financiers des projets doivent commencer à endosser la responsabilité légale directe au cas où les bénéfices de développement promis ne se concrétisent pas.

La nature de tels bénéfices contractuels dépendrait de celle du projet. Pour un projet hydraulique à Inga, nous suggérons que les promoteurs :

- connectent X millions de foyers au réseau électrique pendant la construction et garantissent la fourniture continue d'électricité à des prix abordables ;

- garantissent qu'un certain pourcentage des revenus soit affectée à une utilisation locale, régionale et nationale de l'infrastructure. ;
- impliquent activement les citoyens locaux et nationaux dans la conception, la réalisation et l'exploitation des barrages d'Inga et des projets d'infrastructures réalisés grâce à ses revenus, le tout accompagné d'une information transparente sur le volume et les autres utilisations de ces revenus ;
- garantissent la fourniture d'électricité à un prix subventionné aux écoles, petites entreprises et hôpitaux congolais.

L'énorme avantage de cette approche est qu'elle se focalise sur les *résultats* concrets en faveur des populations, plutôt que sur des « normes » abstraites. Cette approche, si elle était élaborée de manière suffisante, pourrait aussi éviter le piège consistant à demander à un gouvernement central de garantir le bénéfice des populations locales car ce n'est pas toujours sa priorité. Elle supprime les très nombreux intermédiaires entre les pauvres et le « développement » parce qu'elle rééquilibre l'équation profondément injuste du développement et demande aux IFI et aux contractants des projets de dépenser de l'argent avant d'être autorisés à prélever leur part des bénéfices.

La façon dont la contractualisation des bénéfices des projets en faveur des populations concernées pourrait fonctionner légalement et techniquement est un sujet qui nécessite des recherches approfondies. En termes de nouvelles structures juridiques, il existe des précédents dans d'autres domaines, comme le concept du « partage de bénéfice » en cours de développement. Dans le document du comité UNESCO pour le Génome humain concernant le partage des bénéfices, par exemple, on trouve un engagement à garantir un pourcentage des bénéfices tirés des processus biogénétiques destiné aux populations dont provient le matériel.³ Une autre possibilité est le modèle des fondations qui oblige ses membres à prendre des décisions suivant des paramètres qui profitent clairement aux bénéficiaires. Si des parties de la population congolaise étaient désignées comme bénéficiaires, une telle institution pourrait leur octroyer protection et bénéfices.⁴

L'enjeu est de contester et de changer le modèle existant de développement qui engendre une exploitation empliée d'hypocrisie. Si nous ne le faisons pas, au-delà de toutes les dégâts politiques et environnementaux qu'un tel modèle occasionne, nous continuons à l'autoriser à détruire notre monde. Le brillant romancier allemand W.G. Sebald suggère que, quand Conrad est retourné en Belgique après son séjour au Congo, écoeuré par ce qu'il y avait vu, il vit Bruxelles comme « *tombeau érigé sur une gigantesque fosse commune de cadavres noirs* » « Et c'est un fait », écrit Sebald, « *qu'il existe en Belgique, jusqu'aux jours d'aujourd'hui, une laideur particulière, marquée*

3 Donna Dickenson, 'Consent, commodification and benefit-sharing in genomic research', *Developing World Bioethics*, July 2004

4 Davod Winickoff, *New England Journal of Medicine* (2003)

du sceau de l'exploitation frénétique de la colonie congolaise »⁵.

Nous sommes désormais suffisamment éloignés de l'impérialisme du XIX^{ème} siècle, de l'impérialisme colonial, pour être capables de voir qu'il a eu des résultats pervers et malsains pour les colonies elles-mêmes et aussi, mais cela dans une

toute autre échelle, pour leurs exploiters avides de ressources et de profits. Ce n'est pas un hasard si les premiers mots prononcés par Marlow, le narrateur de Conrad, en regardant au-delà de la Tamise furent « *Ceci a également été l'un des endroits sombres de la Terre* ». Mais nous sommes bien proches de son descendant moderne, l'impérialisme du développement, pour voir qu'il a reproduit exactement la même chose..

5 Sebald, *The Rings of Saturn*, p.122

Annexe

Développements récents

Sur la dette extérieure publique

Plusieurs éléments du dossier ont évolué depuis la publication initiale du rapport d'Anders Lustgarten parue en anglais fin 2009. Dans cette annexe, nous nous proposons de décrire succinctement certaines de ces évolutions.

Au moment de la parution du texte original d'Anders Lustgarten en 2009, la dette extérieure publique de la RDC n'avait pas encore été allégée. Nous retraçons brièvement les différentes étapes ayant conduit à son allègement en juillet 2010 avant de dresser les perspectives relatives à l'endettement de la RDC en lien notamment avec l'action néfaste des fonds vautours.

Au début des années 2000, la dette extérieure publique atteint plus de 13 milliards de dollars. Plus de 70% de cette dette est due aux créanciers bilatéraux du Club de Paris, dont les deux tiers à cinq pays (États-Unis, France, Belgique, Allemagne et Italie). Au total, 90% de la dette congolaise actuelle provient des arriérés impayés de Mobutu. C'est donc une dette odieuse, au sens de la doctrine de droit international portant le même nom. En effet, selon la doctrine de la dette odieuse formulée par Alexander Sack en 1927, « Si un pouvoir despotique contracte une dette non pas selon les besoins et les intérêts de l'État, mais pour fortifier son régime despotique, pour réprimer la population qui le combat, cette dette est odieuse pour la population de l'État entier. Cette dette n'est pas obligatoire pour la nation : c'est une dette de régime, dette personnelle du pouvoir qui l'a contractée. Par conséquent, elle tombe avec la chute de ce pouvoir ». Les créanciers perdent alors le droit de se faire rembourser car le principe de continuité de l'État ne s'applique pas dans les cas de dette odieuse. Pourtant, les créanciers de la RDC vont réclamer le remboursement de cette dette au début des années 2000.

En effet, pour accéder à de nouveaux prêts et entrer dans l'initiative «Pays Pauvres Très Endettés» (PPTTE) orchestrée par les Institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale) qui donne droit in fine à des allègements de dette, les créanciers imposent au gouvernement Kabila de régler de toute urgence les arriérés de Mobutu. Alors que le pays, toujours en guerre, doit faire face aux défis de la paix et de la reconstruction, il reprend les remboursements dès 2002. Un problème demeure cependant : la RDC ne dispose pas des ressources suffisantes pour payer la dette. Le Club de Paris, le FMI et la Banque mondiale trouvent alors la parade en restructurant les arriérés impayés de Mobutu. En effet, quatre pays (la Belgique, la France, la Suède et l'Afrique du Sud) ont accordé des prêts au nouveau gouvernement afin d'apurer les vieilles dettes de Mobutu. Ces nouveaux prêts sont accompagnés de conditionnalités telles que l'adoption d'un nouveau Code minier très favorable aux investisseurs étrangers. En 2003, la RDC atteint le «point de décision» (première étape de l'initiative PPTTE) mais par la suite, les choses se compliquent puisque le «point d'achèvement» (dernière étape de l'initiative PPTTE) est repoussé à quatre reprises. Les motifs officiels de ce blocage sont divers : un taux d'inflation trop élevé, une mauvaise «gouvernance» combinée à une insécurité juridique pour les investisseurs étrangers en raison de la révision de certains contrats miniers conclus avec des entreprises nord-américaines ou encore le risque d'augmentation de la dette congolaise lié à la conclusion du contrat signé avec la Chine.

En juillet 2010, la RDC atteint finalement le point d'achèvement, ouvrant la voie à un allègement de dette de 12,3 milliards de dollars, selon le FMI et la Banque mondiale. En franchissant l'ultime étape de cette stratégie PPTTE, la RDC obtient donc une réduction de sa dette publique

extérieure. Mais le problème de sa dette est loin d'être réglé.

Car la RDC est poursuivie en justice par d'autres créanciers qu'on appelle «fonds vautours» qui lui réclament le remboursement au prix fort d'anciennes dettes contractées sous Mobutu. Ces fonds d'investissement privés, dont la méthode consiste à acheter à très bas prix des créances sur les Etats pour ensuite les contraindre par voie judiciaire à les rembourser au prix fort (c'est à dire le montant initial des dettes, augmentées d'intérêts, de pénalités et de divers frais de justice) réclament à la RDC environ 450 millions de dollars devant plusieurs tribunaux à travers le monde (Grande-Bretagne, États-Unis, Hong Kong, l'Afrique du Sud, Belgique, les Bermudes, Australie et RDC).

Ensuite, la dette extérieure publique de la RDC n'est pas sous contrôle. Comme l'indique la Banque mondiale sur son site internet : « le risque de ré-endettement demeure élevé ». Estimée après l'atteinte du point d'achèvement à 3 milliards de dollars (dont 1 milliard de dollars à l'égard de la Banque mondiale pour des prêts octroyés entre 2002 et 2004), cette dette va très prochainement augmenter. En effet, les prêts léonins comme ceux accordés par la Chine ne sont pas encore comptabilisés dans le budget de l'État. De plus, l'amélioration du «climat des affaires» imposée par les Institutions financières internationales comme une priorité entraînera très probablement l'augmentation de cette dette à cause du bradage des entreprises publiques. En effet, la privatisation de ces entreprises aura, à moyen terme, des effets majeurs sur le budget de l'Etat puisque les recettes fiscales diminueront encore. Dans ces

conditions, la mobilisation des ressources internes au pays pour financer le développement restera extrêmement problématique. L'Etat congolais n'aura alors guère le choix de se tourner vers les créanciers étrangers pour contracter de d'autres dettes accompagnées de nouvelles conditionnalités. Sans oublier les effets de la crise économique mondiale qui laissent craindre le recours à l'endettement externe pour financer le budget congolais.

Face à cette situation, il est urgent de mettre sur pied un audit de la dette publique congolaise comme le recommande l'Expert indépendant des Nations Unies sur la dette externe, Cephias Lumina. Ce dernier s'est rendu en RDC du 25 juillet au 5 août 2011 dans le but d'évaluer l'impact de la dette extérieure du pays sur la capacité du gouvernement à assurer la pleine jouissance des droits de l'homme et à réaliser des progrès concernant les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Il a explicitement appelé le gouvernement congolais à entreprendre un audit de sa dette, premier pas vers une amélioration de la transparence et de la responsabilité concernant la gestion et l'utilisation des ressources publiques. Un tel audit aurait également l'avantage de remettre en cause le paiement des créances détenues par les fonds vautours, en identifiant la part odieuse et illégitime de cette dette – celle qui ne doit pas être remboursée. Rappelons à titre d'exemple que FG Hemisphere réclame le remboursement d'une dette odieuse (donc illicite), qui avait été contractée à l'origine sous la dictature de Mobutu et que le rachat de cette créance par ce fonds vautour est entaché d'illégalité.

Renaud Vivien, CADTM

Sur le barrage d'Inga

Comme nous l'avons déjà indiqué dans l'introduction, le projet de l'Inga ressemble fort à un monstre du Loch Ness qui remonte de temps à autre à la surface, mais dont personne ne sait s'il existe vraiment ou s'il deviendra un jour réalité.

Vous trouverez ci-dessous un récapitulatif des récentes évolutions du projet. Il n'est pas impossible que cette fois, le monstre du Loch Ness soit en passe de devenir réalité.

Inga 3

La confusion qui prévaut quant au développement des barrages de l'Inga empêche les bailleurs de fonds de se décider à financer le projet.

La Banque Européenne d'investissement (BEI) et la Banque mondiale attendent que le gouvernement du Congo réalise de nouvelles études sur un projet de centrale électrique Inga 3 qui générerait 4.320 MW.

La Banque africaine de développement (BAfD) semble considérer que la solution technique présentée au gouvernement en 2008 par la SNC Lavalin dans le cadre de l'Inga 3 est trop risquée. À la fin du mois de juin, Hela Cheikrouhou, chef du département énergie de la BAfD, a exprimé ses appréhensions quant au projet Inga 3. Elle estimait qu'il est trop risqué, car il impliquerait la construction de huit tunnels de près de 8 km de long qui puiseraient de l'eau dans la vallée du Nkokolo, qui alimente déjà les turbines d'Inga 1 et Inga 2. L'effondrement d'un tunnel au barrage Gilgel Gibe 2 en Éthiopie l'année dernière, est cité parmi les raisons qui suscitent les doutes de la BAfD.

Grand Inga, Phase 1

Sur les conseils de la société de consultance en ingénierie canadienne, RSW, et d'Électricité de France la BAfD se tourne à présent vers un projet de beaucoup plus grande ampleur, Grand

Inga, phase 1, d'une capacité de génération de 6.000 MW. Les résultats d'un rapport préalable à l'étude de faisabilité relatif au développement de la première phase d'un barrage Grand Inga ont été présentés à l'occasion d'un atelier qui s'est tenu du 12 au 14 octobre à Kinshasa. Ce rapport suggère que l'électricité générée par le nouveau barrage pourrait être partagée entre les clients suivants : Eskom en Afrique du Sud (3.500 MW), Egyptian Electricity Holding Company (3.500 MW) et la société nigérienne PHCN (1.300 MW). Près de 7.000 MW seraient réservés au Congo. Reste à déterminer si la Société Nationale d'Électricité distribuera l'électricité ou si cette tâche sera confiée à des groupes privés. Plus généralement, la BAfD préférerait financer un projet susceptible d'approvisionner l'ensemble de la sous-région (c.-à-d., Grand Inga) plutôt qu'un programme strictement national (Inga 3) dont le principal client serait une future fonderie d'aluminium du Bas Congo contrôlée par BHP Billiton.

« Il s'agit d'un investissement majeur et il ne sera pas possible de mobiliser des ressources en une seule fois. La décision finale sera évidemment du ressort du gouvernement de la RDC, » a expliqué la directrice énergie, environnement et changements climatiques de la BAfD, Hela Cheikhrouhou, lors de la réunion annuelle de la banque de développement qui s'est tenue en octobre.

Grand Inga, signature d'un accord entre la RDC et l'Afrique du Sud.

L'une des autres évolutions est que le 12 novembre 2011, le Président sud-africain Jacob Zuma a assisté avec son homologue congolais, le Président Joseph Kabila, à la signature d'un accord de construction du barrage du Grand Inga. Le barrage sera construit à 225 kilomètres au sud-est de la capitale de la RDC, Kinshasa, sur l'une des plus importantes chutes d'eau au monde, les chutes de l'Inga, où le fleuve Congo fait une chute vertigineuse de près de cent mètres, à une vitesse incroyable de 43 mètres cubes par seconde. Les analystes économiques mettent toutefois en garde que les investisseurs étrangers empêcheront le grand public de profiter, lui aussi, de ce nouveau réseau.

« Il améliorera l'accès à de l'énergie propre et efficace dans l'ensemble du continent et contribuera de manière significative à une économie à faible émission de carbone et au développement économique » a déclaré Zuma au moment de la signature dans la deuxième plus grande ville de la RDC, Lubumbashi. Zuma a décrit l'événement comme « un jour qui justifie pleinement l'afro-optimisme ».

Après la signature de l'accord, Zuma et Kabila ont commandé le lancement de négociations, dans les six mois, en vue de la conclusion d'un traité qui fera entrer l'accord en vigueur par la présentation détaillée des plannings et des étapes de mise en œuvre de la construction du barrage.

Les montants nécessaires sont énormes. L'Afrique du Sud et la RDC ne seront pas ca-

pables de le financer. L'aide n'est toutefois pas bien loin : les principaux financiers mondiaux du développement, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque européenne d'investissement, ainsi que plusieurs sociétés privées étrangères de fourniture d'énergie semblent tous empressés de contribuer au projet de l'Inga en lui apportant des sommes importantes. En retour, ils attendent d'importants bénéfices économiques de ce méga projet et détourneront sans doute l'attention des besoins en développement de la majorité pauvre de l'Afrique.

« Les investisseurs étrangers contribuent à la construction du barrage pour avoir leur part des énormes quantités d'électricité bon marché qui seront générées une fois le projet mené à bien, » prévient la chercheuse de l'Institut pour la Démocratie en Afrique du Sud, Charlotte Johnson, qui vit en Afrique du Sud. « Les États seront ainsi contraints de conclure des contrats relatifs à la destination et à l'usage définitifs de l'électricité générée. »

En dépit de la frénésie du marketing axé sur le développement qui entoure le projet, le gouvernement congolais et les investisseurs n'ont pas prévu d'ouvrir le réseau à l'utilisation par le public, explique Johnson. Au contraire, ce projet est présenté comme un produit commercial. Quant aux investisseurs étrangers, ils seront toujours capables de payer plus et d'éliminer ainsi instantanément les pauvres du jeu de la concurrence.

« Aucun réseau électrique local n'est prévu dans le budget. Les communautés africaines qui vivent dans l'obscurité ne sont pas les bénéficiaires désignés du Grand Inga, et les 500 millions de personnes qui se sont vu promettre de l'électricité resteront dans l'obscurité, » ajoute-t-elle.

Pour le moment, le projet se concentre sur la seule construction de lignes de transmission longue distance vers les centres miniers et industriels de l'Afrique, ainsi que vers les centres urbains d'Afrique du Sud, d'Égypte et même d'Europe.

Une fois le projet terminé, l'électricité générée sera gérée par des sociétés d'utilité publique détenues par les États des deux pays, Eskom en Afrique du Sud et SNEL en RDC, avant d'être vendue aux plus offrants, dont les pauvres d'Afrique qui ne sont pas connectés ne feront certainement pas partie.

À suivre ?

Tant que le gouvernement de Kinshasa se montrera incapable de faire un choix entre les différentes options, les bailleurs de fonds internationaux ne seront pas enclins à investir leur argent dans l'un ou l'autre programme. Le monstre du Loch Ness redeviendra-t-il alors invisible pendant un moment ? À moins qu'il ne conquière bientôt le continent africain ?..... À suivre....

Pol Vandervoort, 11.11.11

Remerciements

Ce rapport a été rédigé pour CounterBalance, la coalition pour la réforme de la Banque Européenne d'Investissement, par Anders Lustgarten du Bretton Woods Projects (GB), avec l'aide d'Elena Gerebizza de Campagna per la Riforma della Banca mondiale (Italie), et de Terri Hathaway d'International Rivers (Cameroun).

Il eut été impossible de le rédiger sans l'aide de Jan Cappelle d'IPIS Research (Belgique), Jacques Bakulu de CEPECO (RDC) et Mike Umba. Merci également à Nick Dearden et Ines Wagner de Jubilee Debt Campaign (GB), Nick Hildyard de Corner House (GB), Katarzyna Slodczyk et Desislava Stoyanova de CEE Bankwatch.

La traduction en français a été assurée par Ronack Monabay et Lieve De Meyer.



La Fédération des Amis de la Terre France est une association de protection de l'Homme et de l'environnement, à but non lucratif, indépendante de tout pouvoir politique ou religieux. Créée en 1970, elle a contribué à la fondation du mouvement écologiste français et à la formation du premier réseau écologiste mondial - Les Amis de la Terre International - présent dans 76 pays et réunissant 2 millions de membres sur les 5 continents.



Fondé en Belgique le 15 mars 1990, le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) est un réseau international constitué de membres et de comités locaux basés en Europe, en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Son travail principal : l'élaboration d'alternatives radicales visant la satisfaction universelle des besoins, des libertés et des droits humains fondamentaux.



Le Centre national de coopération au développement, ou CNCD-11.11.11, est la coupole de près de 80 ONG de développement, de syndicats et d'associations d'éducation permanente engagées dans la solidarité internationale en communauté française et germanophone de Belgique.



11.11.11, la coalition du mouvement Nord-Sud en Flandres rassemble les forces de 83 organisations et 340 comités de bénévoles avec plus de 20.000 volontaires qui s'engagent pour un seul objectif commun: un monde équitable dans lequel la pauvreté n'a pas sa place.

Counter

Réformer

Balance la Banque européenne d'Investissement

Counter Balance est une coalition européenne d'organisations non gouvernementales de développement et environnementales ayant pour mission de faire de la Banque européenne d'investissement (BEI) une institution ouverte et progressive à même de remplir les objectifs de développement de l'UE et de promouvoir le développement durable afin de renforcer les capacités des personnes affectées par ses activités.

La campagne Counter Balance est menée par les ONG suivantes : CEE Bankwatch Network (www.bankwatch.org) Both ENDS (www.bothends.org) Bretton Woods Project (www.brettonwoodsproject.org) Campagna per la riforma della Banca Mondiale (www.crbrm.org) Les Amis de la Terre-France (www.amisdelaterre.org) Urgewald (www.urgewald.de)

Lay-out: Tomáš Barčík – design studio, www.design-studio.cz – Leo Willekens, 11.11.11



Ce document a été réalisé avec le soutien financier de la Commission européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de CEE Bankwatch Network. Il ne reflète en aucun cas les opinions de la Commission européenne ou de ses services.



Les Amis de la Terre - France

Contact
Ronack Monabay
ronack.monabay@amisdelaterre.org
www.amisdelaterre.org



CADTM - Belgique

Contact
Renaud Vivien
renaud@cadtm.org
www.cadtm.org



11.11.11 - CNCD - Belgique

Contact
Antonio Gambini
antonio.gambini@cncd.be
www.cncd.be



**11.11.11 - Coalition du mouvement
Nord-Sud en Flandres - Belgique**

Contact
Pol Vandervoort
pol.vandervoort@11.be
www.11.be

Counter

Balance Réformer
la Banque européenne
d'Investissement

Contact
info@counterbalance-eib.org
www.counterbalance-eib.org